

LE DEVOIR



Bush et Kerry gagnent un point chacun

Le président recueille 51 % des intentions de vote, contre 47 % pour le candidat démocrate

STEVE HOLLAND

Washington — Le sénateur démocrate John Kerry a pris un léger avantage sur le président George Bush à l'occasion du débat de jeudi à Miami, même si la confrontation n'a pas foncièrement modifié l'opinion des électeurs, rapportent plusieurs sondages publiés par des médias américains.

Au lendemain de ce débat engagé, dominé par la situation en Irak, les deux candidats ont mis le cap hier sur des États cruciaux, des *swing states*, où l'élection du 2 novembre devrait se jouer.

Selon un sondage réalisé pour ABC News sur un échantillon d'électeurs, 45 % d'entre eux pensent que Kerry l'a emporté, 36 % trouvent que Bush a fait la meilleure prestation et 17 % estiment qu'il n'y a eu aucun vainqueur. Chaque candidat a pris un point dans les intentions de vote, Bush recueillant 51 %, Kerry 47 %. La marge d'erreur du sondage est de 4,5 %.

Un sondage réalisé pour CBS News parmi les électeurs non partisans montre que 43 % d'entre eux pensent que Kerry a été le meilleur, contre 28 % pour Bush. Les deux candidats ont accentué leur soutien parmi cet échantillon d'indécis, Kerry récoltant 38 % de leurs intentions de vote (contre 28 % avant le débat), Bush 31 % (contre 19 %). La marge d'erreur de ce sondage est de 7 %.

Bush s'est rendu hier en Pennsylvanie puis au



Les qualités d'orateur de Kerry impressionnent.

NEWSCOM

VOIR PAGE A 10: BUSH

Le pétrole menace-t-il l'économie?

FRANÇOIS DESJARDINS

La question pourrait bel et bien dominer la réunion des ministres des Finances des pays du G7 à Washington ce week-end. Les prix du pétrole brut ayant bondi de 20 % depuis le mois de mai, à quel moment faut-il commencer à s'inquiéter de leur impact?

L'économie mondiale carbure à un rythme jamais vu depuis 30 ans, mais l'interrogation tombe à point nommé, surtout que le *light sweet crude* a terminé hier à New York au-delà du seuil psychologique de 50 \$ le baril, plus précisément à 50,12 \$, pour la toute première fois.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a déjà fait le calcul: dans l'année suivant une hausse de 10 \$ le baril, le produit intérieur brut mondial encaisse dans les dents un coup de balai d'environ 0,5 %, c'est-à-dire 255 milliards \$.

Mais plus près de nous, plusieurs économistes n'en demeurent pas moins convaincus que l'économie canadienne dans son ensemble n'en souffre pas outre-mesure et qu'elle en profite peut-être même un peu. L'explication est simple, disent-ils, le Canada exportant aujourd'hui davantage de pétrole qu'il n'en importe. En gros, l'impact serait donc marginal.

90 % de la population canadienne est affectée négativement, contre 10 % pour laquelle c'est positif

Dans le détail, toutefois, la situation est tout autre. En effet, sous ce statut d'exportateur net se cachent des économies régionales fort différentes qui subissent à leur façon cette récente montée. Et ce, même si les prix sont encore loin des quelque 80 \$ en vigueur au tournant des années 80 (en dollars d'aujourd'hui).

«En Ontario, au Québec, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, on se gratte la tête, mais soyez assuré que certains en Alberta se demandent quoi faire avec tout cet

VOIR PAGE C 9: PÉTROLE

■ Explorations et énergies alternatives sont plus intéressantes, page C 9

Le monastère du troisième millénaire

Un projet hyperécologique pour la nouvelle abbaye cistercienne de Saint-Jean-de-Matha

STÉPHANE BAILLARGEON

Un des concours d'architecture les plus attractifs et les plus exigeants de l'histoire récente du Québec vient d'être remporté par la firme de Pierre Thibeault. Le bureau établi dans la capitale aura l'insigne honneur de concevoir la nouvelle abbaye cistercienne à Saint-Jean-de-Matha.

Le budget prévisionnel totalise les neuf millions

La dernière construction d'un monastère dans l'ancienne *priest-ridden province* remonte à un bon demi-siècle. Le nouveau projet, qui comprend une église, une enceinte monastique, l'hôtellerie et la porterie, permettra aux trapistes de quitter Notre-Dame-du-Lac, à Oka. Le grand ensemble conventuel, érigé pendant la Première Guerre mondiale, ne convient plus aux besoins de la communauté, passée de 175 membres à une trentaine, dont la moitié sont âgés de plus de 70 ans. Les moines veulent aussi s'expatrier dans une

VOIR PAGE A 6: MONASTÈRE

INDEX

| | | | |
|-------------------|-----|-------------------|------|
| Actualités..... | A 2 | Historique..... | B 6 |
| Annonces..... | C 8 | Idées..... | B 5 |
| Avis publics..... | C 6 | Monde..... | A 8 |
| Bourse..... | C 2 | Mots croisés..... | C 7 |
| Carrières..... | C 5 | Météo..... | C 7 |
| Décès..... | C 9 | Perspectives..... | B 1 |
| Économie..... | C 1 | Rencontres..... | D 2 |
| Editorial..... | B 4 | Sports..... | C 10 |

7 78313 00069 6

MANON BARBEAU

Fée des rues et des ruelles

Deux de ses documentaires, *De mémoire de chats - Les ruelles* et *L'Amour en pen*, viennent de prendre l'affiche à Ex-Centris. Son studio mobile, qui invite les jeunes de la rue à réaliser leurs propres vidéos, s'est ébranlé mardi, au carré Viger. La touche légère de Manon Barbeau se pose partout en ville.

ODILE TREMBLAY

Elle aime et célèbre la marge, les chats de ruelles, les punks aux crêtes hérissées, les errants auxquels les bien-pensants lancent un œil torve en hâtant le pas.

Manon Barbeau, cinéaste, écrivaine, productrice, enfant du *Refus global* et missionnaire-poète sur les bords, cherche et trouve la lumière là où les autres ne perçoivent que de l'ombre. Elle dit rêver de cultiver tranquillement son jardin mais sème les œuvres et les projets à tous vents, comme la fille du Larousse avec son pissenlit.

Deux de ses merveilleux documentaires ouvrant leur cœur derrière les barreaux. Dans son film-poème *De mémoire de chats - Les ruelles*, elle nous entraîne à travers le labyrinthe des ruelles de Montréal, éclairant une faune extraordinaire de chiffonniers chantant, de philosophes discrets et de poseurs de cordes à linge où danseront les funambules. Elle paraît toute fragile, mais déplace ciel et terre



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Je vais yers les êtres qui ont, comme moi, un passé à défaire», dit Manon Barbeau (au centre).

VOIR PAGE A 6: BARBEAU

• LES ACTUALITÉS •

Cour suprême

Frelighsburg avait le droit de freiner le développement du mont Pinnacle

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — La municipalité de Frelighsburg n'aura pas à indemniser une entreprise qui l'accusait d'être responsable de l'échec de son projet récréotouristique sur le mont Pinnacle, en Estrie, a statué hier la Cour suprême du Canada, mettant fin à une saga judiciaire de plus de dix ans.

Dans un jugement d'une vingtaine de pages qui se penche plus largement sur la responsabilité civile des corps publics et leur immunité, le plus haut tribunal du pays conclut qu'une municipalité ne peut être tenue responsable des conséquences découlant de décisions prises de bonne foi et qui visent à atteindre des objectifs qu'elle juge de son intérêt.

«En vertu du droit public, une municipalité ne peut donc être tenue responsable de l'exercice de son pouvoir réglementaire si elle a agi de bonne foi ou si l'exercice de ce pouvoir ne peut être qualifié d'irrational», écrit la juge Marie Deschamps au nom de ses collègues.

L'affaire remonte à 1988, lorsque Sibeca, une entreprise liée à la firme Désourdy, acquiert des terrains du mont Pinnacle, en Estrie, dans le but de développer un projet récréotouristique com-

prenant une station de ski alpin, un terrain de golf et des résidences. Ce projet respectait tout à fait le schéma d'aménagement du territoire de la municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi, adopté en 1987 et qui permettait ce type de projet.

Le complexe proposé ne fait pas le bonheur des environmentalistes et d'un groupe de citoyens qui considèrent la montagne comme un milieu naturel unique. Ils contestent par divers moyens le schéma d'aménagement et le règlement de zonage, mais toutes leurs tentatives échouent.

Entre-temps, le projet de Sibeca traîne, tardant à voir le jour, et les permis de construction deviennent périmés. À l'automne 1993, lors d'élections, des défenseurs de la conservation du mont Pinnacle se font élire au conseil municipal. En août 1994, le conseil modifie le règlement de zonage, qui exige désormais du promoteur un plan d'aménagement complet, interdit les activités de ski alpin et oblige que les maisons soient construites à côté d'une rue publique.

Devant les exigences, Sibeca abandonne le projet et morcelle son terrain pour le vendre. L'entreprise tente le coup une pour

suite de cinq millions de dollars pour perte de profit contre la municipalité, l'accusant d'avoir bloqué le projet.

La juge Deschamps argue que «l'adoption, la modification ou l'annulation d'un règlement de zonage ne sont pas, en elles-mêmes, sources de responsabilité d'une municipalité même si ces actes entraînent une diminution de valeur des terrains visés. En vertu du droit public, une municipalité bénéficie d'un grand pouvoir discrétionnaire dans l'exercice de son pouvoir de réglementation».

Pour l'avocat représentant la municipalité de Frelighsburg, Pierre Lepage, le jugement renforce cet important principe de gestion municipale selon lequel un conseil ne peut être tenu responsable s'il agit de bonne foi.

«Ça nous amène à dire que ça vaut la peine d'avoir des candidats qui se présentent avec des idées et un programme électoral, parce qu'ils vont pouvoir le faire», a mentionné M. Lepage.

La Cour suprême note qu'un conseil municipal peut développer son territoire pour atteindre les objectifs qu'il juge d'intérêt municipal, à la condition que cela se fasse dans le cadre de ses règlements. Ainsi, la protection de l'environnement peut

constituer un but légitime.

«Un tel objectif ne devient pas illégitime parce qu'il est poursuivi par des conseillers publiquement identifiés à la conservation du mont Pinnacle», souligne la juge Deschamps.

La décision du plus haut tribunal du pays n'a pas d'impact immédiat sur le développement du mont Pinnacle. Hélène Leduc, présidente de la Fiducie foncière du mont Pinnacle, un organisme voué à la conservation du lieu, espère que le jugement incitera d'autres municipalités à agir en matière de protection environnementale sans craindre de représailles.

«C'est bon parce que ça va aider les autres municipalités à prendre des mesures pour contrer des développements sans craindre des poursuites», a fait valoir Mme Leduc.

Notons que deux juges de la Cour suprême parviennent à la même conclusion que leurs collègues, mais pour des motifs différents. Les juges Louis LeBel et Morris Fish soutiennent que le promoteur, en retardant le développement du projet, a été l'artisan de son propre malheur et ne peut imputer à un tiers les conséquences de sa propre inaction.

Presse canadienne

Les bénéficiaires des commandites étaient généreux avec le PLC

Toronto — Le Parti libéral du Canada a publié cette semaine deux rapports de vérification qui révèlent que des sociétés citées par la vérificatrice générale du Canada dans son rapport sur le scandale des commandites lui ont versé 1,5 million de dollars en dons.

Le *Globe and Mail* a rapporté hier que les examens ont démontré qu'il y a eu une forte tendance des entreprises qui ont profité de commis-

sions dans le cadre du controversé programme de commandites entre 1996 et 2003 à remettre des dons de 500 000 \$ au Parti libéral. Les montants totaux des dons augmentaient en fonction du programme. Des dons totalisant un million ont aussi été faits par des entreprises ayant obtenu de lucratifs contrats de publicité du gouvernement.

Le président du parti, Michael Eizenga, a affirmé que les rapports,

réalisés par deux firmes comptables importantes, étaient exhaustifs et que les sommes seront remboursées au gouvernement si la commission Gomery sur le scandale des commandites découvre que les dons étaient illicites.

«Tout argent de source douteuse que nous avons reçu sera remboursé», a dit M. Eizenga sans donner davantage de détails.

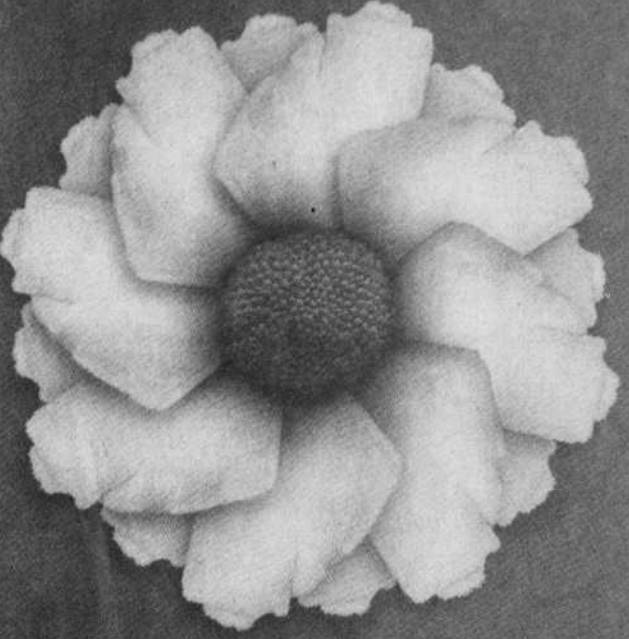
Toutefois, les rapports, qui ont

compilé tous les dons des sociétés nommées dans le rapport de Sheila Fraser, ne tiennent pas compte de quelques dons faits par des compagnies à numéro contrôlées par des gens ayant entretenu des liens étroits avec le programme de commandites qui n'ont pas été cités dans le rapport de la vérificatrice générale.

Presse canadienne

LINEN CHEST
La beauté catégorique

Grattez &
ÉCONOMISEZ!
JUSQU'À 50% DE RABAIS
sur le plus bas prix étiqueté.



IL NE RESTE QUE 2 JOURS!

Venez en magasin pour découvrir nos rabais. Cette offre prend fin le 4 octobre 2004. Tous les rabais sont applicables sur tout en magasin, à l'exception des articles de liquidation déjà réduits de 50% à 70%, des listes de mariage, les produits vendus ou achetés antérieurement et les certificats cadeaux.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville)
Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)

SERVICE À DOMICILE GRATUIT
514.341.7810
www.linenchest.com

Une aide plus généreuse que jamais pour les familles et les travailleurs du Québec!

Deux nouvelles mesures

Soutien aux enfants

Une nouvelle aide financière universelle pour toutes les familles

Pour obtenir un complément d'information communiquez avec la Régie des rentes du Québec

Région de Montréal: (514) 864-4445

Ailleurs au Québec: 1 888 672-8161

Prime au travail

Un supplément au revenu qui profite aux travailleurs

Pour obtenir un complément d'information communiquez avec Revenu Québec

Région de Montréal: 1 866 337-0183

Ailleurs au Québec: 1 800 267-6299

Calcul@ide est un outil Web qui vous permet de connaître les montants combinés de ces deux mesures auxquelles vous pourriez avoir droit dès janvier 2005.

Utilisez-le dès maintenant à l'adresse www.messf.gouv.qc.ca

Faites votre propre calcul. Parce que ça compte!

Voici deux exemples selon la situation familiale:

Versements par chèques ou par dépôt direct à compter de janvier 2005

| Couple avec deux enfants ¹ | | | Famille monoparentale avec un enfant | | |
|---------------------------------------|---------------|---------------------------|--------------------------------------|---------------|--------------|
| Revenu | Par trimestre | Total annuel ² | Revenu | Par trimestre | Total annuel |
| 15 000 \$ | 1 098 \$ | 5 780 \$ | 15 000 \$ | 883 \$ | 4 360 \$ |
| 25 000 \$ | 973 \$ | 4 780 \$ | 25 000 \$ | 758 \$ | 3 360 \$ |
| 35 000 \$ | 848 \$ | 3 780 \$ | 35 000 \$ | 641 \$ | 2 564 \$ |
| 40 000 \$ | 750 \$ | 3 280 \$ | 40 000 \$ | 591 \$ | 2 364 \$ |
| 60 000 \$ | 578 \$ | 2 312 \$ | 60 000 \$ | 391 \$ | 1 564 \$ |

¹ Un revenu de travail.

² Si vous recevez la Prime au travail, un ajustement sera effectué une fois par année.

Québec

ACTUALITÉS

Vivez au cœur du Centre-Ville de Montréal
l'Espace artistique et spirituel
Informations : (514) 861-4378
WWW.GESU.NET
gesu CENTRE DE CREATIVITE

Hydro peut débrancher ses mauvais clients

La Cour suprême invalide une décision d'un tribunal inférieur et confirme l'étendue des droits de la société d'État

KARINE FORTIN

Hydro-Québec avait le droit de couper le courant au domicile d'un couple qui n'avait pas payé la facture d'électricité d'un autre bâtiment lui appartenant, a tranché hier la Cour suprême du Canada dans une décision partagée.

Après plusieurs avertissements, la société d'État avait interrompu en novembre 1995 le service à la résidence principale de Modestos et Eleftheria Glykis dans la rue Wiseman, à Outremont, même si leur compte pour cette adresse n'était pas en souffrance.

Hydro tentait ainsi de récupérer les 1626 \$ qui lui étaient dus depuis plus de 11 mois pour un immeuble de 14 logements, dont certains vacants, rue Mountain Sights. Après quelques jours d'interruption de courant, les Glykis ont acquitté la facture et le service a été rétabli.

Le couple avait toutefois passé une nuit dans la maison non chauffée avant de déménager à l'hôtel pour deux nuits. L'homme a souffert d'une bronchite aiguë assortie d'une pneumonie et sa femme, d'une grippe.

Dans une poursuite déposée en 1999, ils réclamaient à Hydro-Québec 119 254 \$ en dommages et intérêts. La Cour d'appel avait réduit ce montant à 6882 \$.

Ils n'en verront cependant jamais la couleur puisque le plus haut tribunal du pays a conclu que la société d'État avait le droit d'agir comme elle l'a fait.

Le règlement d'Hydro permet d'interrompre le service «à n'importe quel point de livraison pour lequel le

client défaillant est titulaire d'un abonnement», écrit la juge Marie Deschamps au nom de ses collègues.

En outre, «comme le fournisseur de service ne choisit pas ses clients, l'interruption éventuelle du service n'est pas une mesure exorbitante ou draconienne puisqu'elle est précédée d'un avis et que celle-ci ne touche que le client défaillant».

C'est aussi l'avis de la juge en chef Beverley McLachlin et des juges Michel Bastarache et William Ian Cornill Binnie. Deux juges originaires du Québec, Louis LeBel et Morris J. Fish, ont toutefois exprimé leur dissidence.

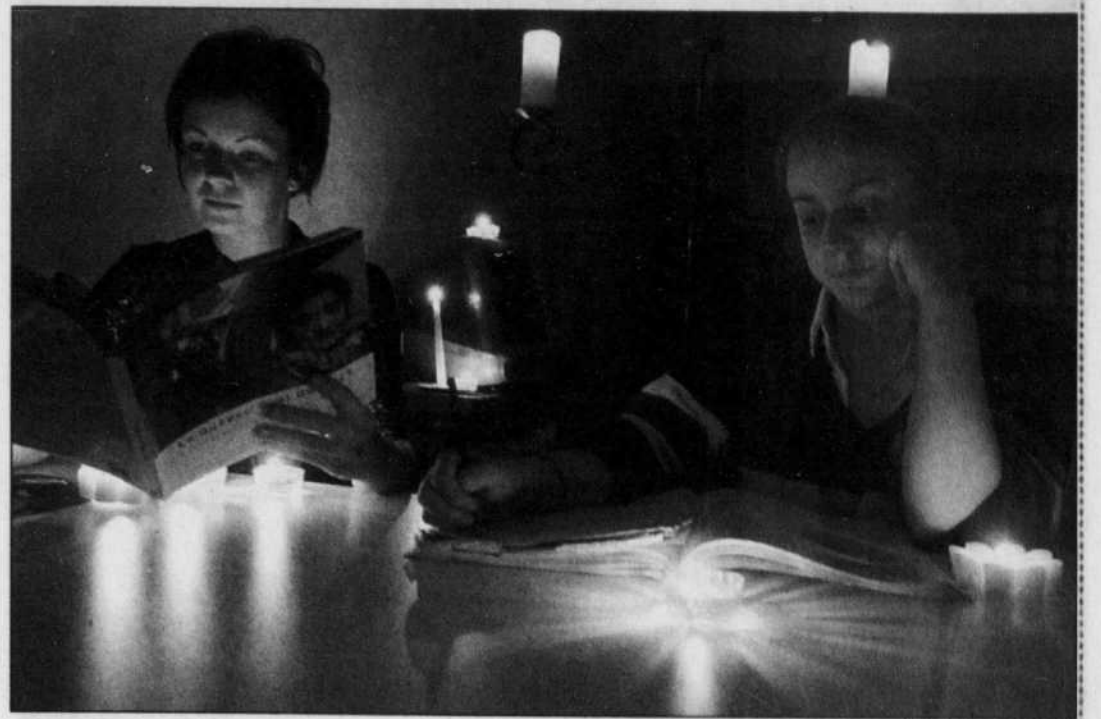
Il a été impossible d'obtenir les commentaires de l'avocat Jérôme Choquette, qui représentait les Glykis depuis le début de l'affaire, il y a près de dix ans.

On s'en doute, la décision a beaucoup plu à Hydro, qui craignait d'être privée d'un moyen extrêmement efficace de se faire payer.

«Ça confirme qu'on peut agir à une autre adresse que celle où il y a un problème. Par exemple, cela nous permet entre autres de couper le service chez un mauvais payeur qui a déménagé», a souligné la porte-parole de l'entreprise, Marie Archambault.

La société d'État n'a cependant aucunement l'intention de multiplier ce type de recours auprès de clients résidentiels, a-t-elle assuré. «On continuera à utiliser cette méthode avec jugement et circonspection. Et surtout auprès des clients commerciaux.»

Presse canadienne



ARCHIVES LE DEVOIR

DÉMOGRAPHIE

La moitié du Québec se vide, l'autre fait le plein

CLAIRANDRÉE CAUCHY

D'ici 2026, le Québec sera coupé en deux: la moitié des municipalités régionales de comté connaîtront une croissance démographique alors que l'autre moitié des MRC subira un déclin.

Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) rendues publiques hier, les 52 MRC en croissance devraient représenter 84 % de la population québécoise en 2026 (comparativement à 80 % en 2001). Toutefois, 16 % des Québécois vivront alors dans les MRC en déclin (20 % en 2001).

La MRC de La-Côte-de-Gaspé remporte la palme du déclin démographique appréhendé le plus prononcé (-25,3 %) alors que celles de Mirabel et des Pays-d'en-Haut (Laurentides) remportent ex æquo le prix de la plus forte croissance (+43 %).

Alors que les MRC en croissance se retrouvent essentiellement dans les grands centres urbains et leur périphérie ainsi que dans les zones de villégiature (Montréal, Montérégie, Outaouais, Estrie, Laurentides et Lanaudière), les MRC en décroissance ne sont plus concentrées uniquement dans les régions éloignées. «Cela s'avance dans les MRC situées au cœur géographique du Québec», explique la démographe Esther Létourneau, de l'ISQ, en citant en exemple la MRC de Bas-Richelieu (Sorel), qui devrait voir sa population chuter de 12 %.

La démographe observe également que la décroissance «s'enracine dans des MRC considérées comme des centres métropolitains, comme Trois-Rivières ou Saguenay».

Ainsi, lorsqu'une région affiche un bilan démographique négatif, celui-ci se propage généralement

à toutes les MRC du territoire. Quatre régions font cependant exception à cette règle: Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec et Nord-du-Québec (où le fort taux de natalité propulse à la hausse la démographie de la MRC de Kativik).

Ces scénarios semblent être assez irréversibles. Même si l'exode rural cessait du jour au lendemain grâce à un improbable coup de baguette magique, la majorité des MRC où on prévoit un déclin démographique continueraient d'afficher un taux de croissance négatif (31 sur 51). C'est que ces ré-

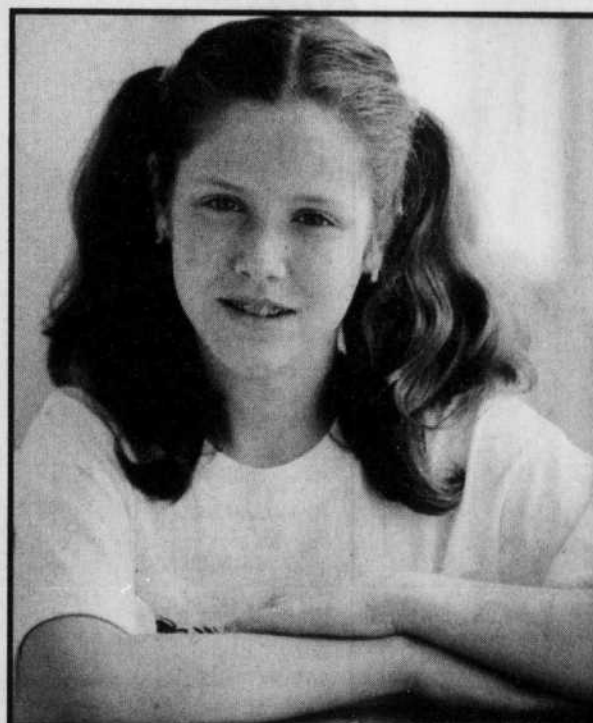
gions ont déjà été purgées d'une bonne partie des jeunes en âge d'avoir des enfants. Sans la saignée des autres régions, plusieurs MRC en pleine croissance de la rive nord de Montréal et des Laurentides afficheraient quant à elles des taux négatifs.

«On espère qu'on va essayer de faire mentir nos projections, sinon on peut se demander ce qui va graduellement arriver aux services dans ces MRC», conclut l'experte de l'ISQ, soulignant que plus du tiers de la population aura plus de 65 ans en 2026 dans les régions suivantes: Mauricie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine,

Bas-Saint-Laurent et Côte-Nord.

Le président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Michel Belzil, juge ces statistiques très inquiétantes. Il s'inquiète lui aussi de la capacité des collectivités à offrir des services adéquats. «Quand les régions ont de moins en moins de monde, la capacité de payer des citoyens se trouve réduite, le fardeau fiscal augmente. C'est l'œuf et la poule», explique le président de la FQM, qui prépare une étude sur le coût de la vie en région.

Le Devoir



Toute école peut la préparer pour l'université.

Nous la préparons pour la vie.

À Villa Maria, la réussite scolaire est notre priorité. Mais nous croyons qu'il est tout aussi important de promouvoir le plein épanouissement de nos élèves en encourageant la curiosité intellectuelle, le goût des défis, l'affirmation de soi et la compassion. Afin de les préparer pour la vie.

Villa Maria. L'école de leur vie.

Secteur francophone. Portes ouvertes

Le 3 octobre, de 13h à 16h

Le 5 octobre, de 16h à 18h

Secteur francophone. Examen d'admission

1^{re} secondaire : le 23 octobre

1^{re} à 5^e secondaire : le 6 novembre

Secteur anglophone. Portes ouvertes

Le 17 octobre, de 13h à 16h

Secteur anglophone. Examen d'admission

1^{re} secondaire : le 30 octobre et le 12 novembre

1^{re} à 5^e secondaire : le 28 janvier 2005

VILLA MARIA
1854-2004
COLLEGE
PRIVÉ
POUR FILLES

4245, boul. Décarie
Montréal (Québec)
(514) 484-4950
www.villamaria.qc.ca

Dimanche 21 h

CULTURE
ET
DÉPENDANCES

Occident :
quand
l'islamisme
marque
des points

Au moment où Al-Qaïda menace l'Europe et l'Amérique, Franz-Olivier Giesbert a choisi de traiter de ce sujet choc pour la première de la saison.

TV5

À VOUS LE MONDE

WWW.TV5.CA

HÔPITAL SAINTE-JUSTINE
Colloque organisé par le
Programme de psychiatrie

Résilience et intervention clinique:
Espoir ou utopie?

Centre Mont-Royal
2200 Mansfield
Montréal

Inscription sur place
150\$

6, 7 et 8 octobre 2004 9H00 à 16H30

COMPLÈT 6 ET 7 OCTOBRE

www.hsj.qc.ca/psychiatrie

COMPOST GRATUIT
pour tous les Montréalais, les 8 et 9 octobre

Préparez votre jardin pour l'hiver.

Offrez des vitamines toutes naturelles à vos plantes d'intérieur et d'extérieur. Procurez-vous gratuitement du compost de première qualité fait à partir des feuilles mortes ramassées lors des collectes spéciales d'automne.

Où?
Complexe environnemental de Saint-Michel, à l'intersection de la rue Michel-Jurdant et du boulevard Crémazie, face au stationnement de la TOHU.

Quand?
Vendredi 8 octobre : de 8 h à 17 h
Samedi 9 octobre : de 8 h à 17 h.

À quelles conditions?
Être résident de l'un des 27 arrondissements montréalais. Apporter sa pelle et des contenants solides.

Montréal

• LES ACTUALITÉS •



Philippe Maurice a tué un policier. Condamné à mort, sa peine a été commuée en emprisonnement à vie. Redevenu un homme libre il y a quatre ans, l'historien fait campagne contre le châtiment suprême.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le survivant

Après avoir échappé à la guillotine, Philippe Maurice se bat maintenant contre la peine de mort

BRIAN MYLES

Jugé «irréparable» pour le meurtre d'un policier, Philippe Maurice a échappé à la guillotine par la grâce de l'élection présidentielle de 1981 en France. Devenu spécialiste de l'histoire médiévale pendant son séjour en prison, il milite aujourd'hui pour l'abolition de la peine de mort, libéré... et libre d'assumer son passé.

Il a troqué son statut d'irréparable, assassin d'à peine 20 ans, pour celui de récupéré, docteur en histoire médiévale et chercheur au CNRS de Paris. Au moment où sa condamnation à mort avait été commuée en peine de prison à vie, Robert Badinter, ancien ministre de la Justice, avait dit de lui qu'il incarnerait l'abolition à jamais. Mais Philippe Maurice réfute ce statut de symbole. Il a refait sa vie grâce au travail et à l'amour d'une femme. Il s'est repris à rêver, caressant par exemple l'idée de fonder une famille. Il vit, tout simplement.

Son passé? Il n'est ni oublié, le souvenir d'avoir volé une vie ne s'effaçant jamais, ni envahissant, Philippe Maurice refusant de se laisser dominer par une honte écrasante. Un homme qui écrit quatre pages de fiction ne peut prétendre au titre d'écrivain, juge-t-il. Aussi refuse-t-il l'épithète de tueur parce qu'il n'a sombré dans la violence meurtrière qu'un désastreux instant dans sa vie. «Un tueur, en quelque sorte, c'est une profession, c'est une manière de vivre. Cela n'a été ni ma profession, ni une manière de vivre, mais un moment très ponctuel dans ma vie», dit-il en entrevue.

Philippe Maurice n'a pas l'intention de demander pardon à la famille de sa victime. *Primo* parce qu'une telle démarche ne ramènera pas le défunt à la vie. *Secundo* parce qu'elle reviendrait à demander aux survivants de l'alléger d'une partie du fardeau qu'il s'est lui-même imposé par ses actions. «Ma vie d'aujourd'hui n'efface pas le passé, je ne cherche même pas à le faire. La nature d'un homme, c'est de ne jamais renier son passé, de ne jamais l'abandonner, de ne jamais chercher à l'oublier totalement», dit-il avec la conviction d'être «le fruit de tout ce qu'il a été».

De la haine à la liberté

En 1979, Philippe Maurice a déjà goûté aux brutalités et aux fouilles à nu en prison, où il a brièvement séjourné pour avoir aidé son frère à s'évader. Plutôt mourir que d'y retourner, promet-il à son meilleur ami, Serge. Les deux comparses braquent une banque, puis une autre. Ils sont en cavale. Lors d'un vol de voiture qui tourne mal, Serge tue un vigile et Philippe en blesse un autre. Les voilà devenus des

cibles mouvantes... vite rattrapées par les policiers qui s'écrient: «Tirez, tirez, les gars! Ils sont armés!» Serge ne se relèvera pas. Ebloui par les phares d'une voiture, Philippe voit une silhouette en uniforme. «J'ouvris le feu et je tuai, sans le vouloir, par peur, pour la seule fois de ma vie», écrit-il dans son livre, intitulé *De la haine à la vie* (Gallimard).

Quand sa condamnation à mort est commuée en peine de prison à vie, au printemps 1981, l'Union soviétique semble en bonne santé et Ronald Reagan amorce à peine sa présidence. Quand il en ressort en 2000, 23 ans plus tard, des tas de choses ont changé. D'autres pas. Des jeunes issus de la banlieue, tout comme lui, cultivent la haine et l'indifférence envers la vie, leur propre vie. Et les inégalités économiques et sociales servent toujours de terreau fertile à cette haine d'abord tournée vers soi-même et ensuite vers les autres.

Depuis sa sortie de prison, Philippe Maurice donne des conférences pour que «mon expérience puisse éviter que certains jeunes se cassent la figure». Il milite aussi pour l'abolition du châtiment sans lendemain, ce qui l'amène à Montréal pour le deuxième congrès mondial contre la peine de mort, de mercredi à samedi. Il convie d'ailleurs les Montréalais à une marche de solidarité le samedi 9 octobre à 12h30 au départ de la Place des Arts. «La peine de mort est un crime, elle n'est pas dissuasive. Il n'y a aucune bonne raison de tuer un homme, quel qu'il soit», estime-t-il.

En prison, Philippe Maurice a carburé à la haine pendant de nombreuses années avant d'y renoncer, tout simplement. Le fait de projeter sa rage sur cet ennemi qu'est le gardien de prison lui permettait de tuer le temps, mais ça le dévorait aussi de l'intérieur, «comme un ulcère». Trouvant refuge dans l'étude, il s'est évadé au Moyen Âge.

Mené à Tours sous forte escorte en 1995, il a défendu sa thèse sur «la famille en Gascogne au XV^e siècle d'après les notaires de la Lozère» avec un tel brio qu'il a reçu une mention «très honorable» du jury. Puis, retour derrière les barreaux. Ses demandes de remise en liberté conditionnelle ont été rejetées. Par deux fois. Le désespoir l'a plaqué au sol, et il n'a plus osé réclamer son bien le plus précieux, sa liberté.

En 1999, 150 universitaires ont signé une pétition pour obtenir son élargissement. Le tueur était devenu un historien respecté qui serait plus utile à la société en liberté qu'en détention. Voilà maintenant quatre ans que Philippe Maurice s'efforce de le prouver. Non pas pour la valeur de symbole, simplement pour lui-même.

Le Devoir

Collation des grades 2003-2004

La Télé-université félicite ses diplômées et diplômés de :

| | | |
|-----------------------------------|-------------------------------|--|
| ALFRED (ONTARIO) | L'ASSOMPTION | RIMOUSKI |
| AUBURN (NOUVELLE-ÉCOSSE) | L'ÎLE-BIZARD | SAGUENAY |
| BAIE-COMEAU | LACHENAJE | SAINT-ALBERT (ALBERTA) |
| BELLOEIL | LACHINE | SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMOURES |
| BOUCHERVILLE | LAPRAIRIE | SAINT-CHARLES-BORROMÉE |
| BROSSARD | LASALLE | SAINT-ÉMILE |
| CABANO | LAUSANNE (SUISSE) | SAINT-EUSTACHE |
| CALGARY (ALBERTA) | LAVAL | SAINT-HUBERT |
| CANTLEY | LE MONT-SUR-LAUSANNE (SUISSE) | SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU |
| CAPESTERRE BELLE-EAU (GUADELOUPE) | LONGUEUIL | SAINT-JÉRÔME |
| CAP-A-L'AIGLE | LOUISVILLE | SAINT-JOSEPH-DU-LAC |
| CAP-DE-LA-MADELEINE | MAGOG | SAINT-LAURENT |
| CAP-ROUGE | MIRABEL | SAINT-LÉONARD |
| CHAMBLY | MONT-CARMEL | SAINTE-AGATHE-DES-MONTS |
| CHÂTEAUGUAY | MONTREAL | SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER |
| COLD LAKE (ALBERTA) | NEUVILLE | SAINTE-FOY |
| CONTRECOEUR | NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES | SAINTE-JULIE |
| CORNWALL (ONTARIO) | ORFORD | SHAWINGAN |
| COWANSVILLE | ORLEANS (ONTARIO) | SHERBROOKE |
| DELEMONT (SUISSE) | OTTAWA | THETFORD MINES |
| EDMUNDSTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) | OTTENBURGH PARK | TRINTON (ONTARIO) |
| FLEURIMONT | PARIS (FRANCE) | VAL-BÉLAIR |
| GASPÉ | PLANTAGENET (ONTARIO) | VAL-D'OR |
| GATINEAU | POINTE-AUX-TREMBLES | VALDREUIL |
| GREENFIELD PARK | PRÉVOST | WINDSOR (ONTARIO) |
| ÎLE MAURICE | QUÉBEC | |
| ISA TOWN (BAHREÏN) | REPERTIGNY | |
| L'ASCENSION | | |

Bravo pour votre détermination et votre persévérance!

Université du Québec
TÉLUQ
L'université à distance

SOLDE ANNIVERSAIRE

ÉPARGNEZ 20%

ÉPARGNEZ 20%

Complet SAVILE ROW, 100% laine, à fines rayures, gris anthracite. Tailles courtes 36 à 46, tailles moyennes 38 à 46. 550\$ Solde 439,99\$

Tailles élargées 40 à 46, 550\$ Solde 439,99\$

48 à 56, 595\$ Solde 469,99\$

Tailles fortes 48 à 56, 595\$ Solde 469,99\$

Veston sport BOVET, carreaux fenêtres à motif chevron bronze. Tissu 100% laine haute performance à élasticité naturelle, résistant aux taches.

Tailles courtes 36 à 46, tailles moyennes 38 à 46. 325\$ Solde 259,99\$

Tailles élargées 40 à 46 325\$ Solde 259,99\$

48 à 56 360\$ Solde 287,99\$

Tailles fortes 48 à 54 360\$ Solde 287,99\$

ÉPARGNEZ jusqu'à 50%

Grande sélection de chemises de ville, mélange coton/polyester. Marques Arrow, Ango. Enc. 14 1/2" à 19 1/2" Manches 33", 35", 37" 29,99 / 39,99 / 49,99

*Le choix peut varier selon les magasins.

ÉPARGNEZ 20%

Blouson de cuir d'agneau, noir.

P à TG. 325\$ Solde 259,99\$

Tailles fortes 2G à 5G et tailles élargées G à 3G 375\$ Solde 299,99\$



Chandail MARC ANDREW à col cheminée. 100% coton. Marine, noir, sable, anthracite et chianti.

Tailles P à TG. 40\$ Solde 34,99\$

Tailles fortes 2G à 6G, tailles élargées G à 4G. 50\$ Solde 44,99\$



ÉPARGNEZ 25% sur toutes nos collections de sous-vêtements.

Le SOLDE ANNIVERSAIRE se termine le 11 octobre 2004

Bovet
POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

• MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est
• CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins • OUEST: Centre Rockland - Fairview Pointe-Claire
• RIVE-SUD: Promenades St-Bruno - Mail Champlain, Brossard • LAVAL: Carrefour Laval
• RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette
• QUÉBEC: Place Sainte-Foy (Espace Nord) - Galeries de la Capitale

Colloque scientifique

L'eau dans les Amériques

Enjeu de confrontation, de coopération ou de solidarité?

Organisé par le Centre d'études interaméricaines (CEI) et l'Observatoire de recherches internationales sur l'eau (ORIE) de l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI)

Salle Jean-Paul Tardif Pavillon La Laurentienne (Salle 1334)

Inscription obligatoire à l'adresse suivante: isabelle.jette.1@ulaval.ca

Admission gratuite

Pour informations additionnelles: www.ighei.ulaval.ca



Jeu, 14 octobre et vendredi, 15 octobre 2004

Jeu, 14 octobre 2004 à 19 h 30

Conférence grand public - L'eau, un régime public ou privé?

Vendredi 15 octobre 2004 de 8 h 30 à 17 h

-La géopolitique de l'eau dans les Amériques. M. Christopher Brown, Université de l'État du Nouveau-Mexique et Margaret Wilder, Université d'Arizona

-L'eau: un modèle de coopération interaméricaine. M. Murray Clemens

Secrétaire à la Commission mixte internationale, section canadienne

et M. David N. Bethune, Responsable du projet, Central American Water Resource Management Network (CARA)

Gestion de l'eau dans les Amériques. M. Paul Semken, Directeur de la division environnementale, ACDI

-La coopération Nord-Sud pour l'eau dans les Amériques. M. Bernhard Grisinger

Organisation des États américains (OEA), Washington, M. Carlos Diaz Dolgado, Université du Mexique

UNIVERSITÉ
LAVAL

• LES ACTUALITÉS •

Landry veut bien esquisser les contours d'un Québec souverain

ROBERT DUTRISAC

Québec — À la faveur de la « saison des idées », le président du Parti québécois, Bernard Landry, est maintenant prêt à faire siennes plusieurs propositions faites par les militants. L'utilisation de fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté ne lui apparaît plus inconvenant et la rédaction d'une constitution provisoire pour l'État du Québec peut être envisagée.

C'est ce qu'il a indiqué, hier soir, au *Devoir*, quelques heures avant de prendre la parole lors du premier forum organisé par le Conseil de la souveraineté du Québec. Bernard Landry se dit maintenant convaincu de « la nécessité d'avoir un cheminement le plus précis possible entre l'élection et le référendum », un cheminement qui pourra être appuyé par des fonds publics. M. Landry prévoit des « gestes très nombreux » mais rejette « les gestes de rupture, c'est-à-dire ceux qui sortent de la légalité et la légitimité ». Il est d'accord avec l'idée de définir précisément « le dessin d'un Québec souverain » tel que le souhaitent les jeunes souverainistes.

Le chef péquiste reprend à son compte l'idée de tenir le prochain référendum sur la souveraineté sous surveillance internationale. Il préconise la formation, après un référendum gagnant, d'un gouvernement élargi réunissant élus péquistes, bloquistes, adéquistes et libéraux.

Le Conseil de la souveraineté tient son premier forum pour définir les moyens à prendre pour « arriver au pays, rapidement, démocratiquement, avec force et en toute transparence ». On sait déjà que les quelque 300 participants débattront dans le détail de la proposition du directeur de la revue



Bernard Landry

L'Action nationale, Robert Laplante, qui propose de tenir un référendum sur la constitution d'un Québec indépendant plutôt que sur la souveraineté.

M. Laplante prendra d'ailleurs part à une table de réflexion pour déterminer « ce qu'il nous reste à faire pour accéder à la souveraineté du Québec », peut-on lire dans le programme du forum. L'auteur-compositeur-interprète et vice-président du conseil de la souveraineté, Paul Piché, fait partie du groupe ainsi que la juriste Andrée Lajoie, de l'Université de Montréal, et le constitutionnaliste Maurice Arbour, de l'Université Laval, qui donneront la réplique à M. Laplante.

Hier, le forum s'ouvrait par un spectacle en hommage à Gérard Godin, suivi d'une allocution du président du Conseil de la souveraineté, Gérard Larose, et d'une autre par le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry.

L'ancien premier ministre Jacques Parizeau sera présent, mais par l'entremise d'une entrevue pré-enregistrée, faite par M. Larose, et diffusée sur un écran. Il y a quelques semaines M. Parizeau a apporté son soutien à la démarche proposée par M. Laplante pour accéder à la souveraineté.

Rappelons que le directeur de

L'Action nationale propose « un cadre stratégique » d'accession à l'indépendance qui commence par l'élection d'un parti souverainiste qui aura le mandat de mettre en place un appareil législatif et administratif pour réaliser la souveraineté en pratiquant « la politique de la rupture », pour employer l'expression de M. Laplante. Le gouvernement promulguerait une constitution provisoire et créerait la citoyenneté québécoise. Il fonderait une cour constitutionnelle pour affirmer les compétences du Québec telles que garanties par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Il formerait un comité pour écrire un projet de constitution d'un Québec indépendant, projet qui sera soumis à un référendum. Si la constitution est approuvée, le Québec devient un pays souverain.

Dans cette entrevue pré-enregistrée, M. Parizeau, qui est présentement à l'extérieur du pays, reprend son argumentation voulant que la mondialisation, qui affecte désormais la vie de tous les jours des citoyens, est devenue un argument en faveur d'un Québec souverain qui pourrait tisser des alliances afin de contrer une libéralisation dont il ne voudrait pas. « L'État nation, l'État que l'on contrôle, c'est notre meilleure protection contre les dérives de la mondialisation », dit-il. M. Parizeau, dans cet échange avec M. Larose, ne revient toutefois pas sur la proposition de M. Laplante.

Gérard Larose se range derrière cette proposition. « Ça n'a rien à voir avec une élection référendaire » comme l'avait erronément titré le quotidien *La Presse*, a-t-il tenu à préciser. « Je suis pour que la souveraineté soit intimement intégrée dans un projet de gouvernement », a-t-il dit.

Le Devoir

Le Québec veut transporter l'asymétrie outre-frontières

ROLLANDE PARENT

Le ministre Benoît Pelletier aspire à ce que le Québec joue un rôle actif dans les organisations internationales et le siège que le Québec occupera dans les discussions de l'UNESCO sur la diversité culturelle constitue à ses yeux une percée intéressante susceptible d'ouvrir la voie à de l'asymétrie fédérative, cette fois au-delà des frontières canadiennes.

Conférencier au symposium sur le fédéralisme canadien, à l'UQAM, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones a déclaré que l'affirmation du Québec dans le fédéralisme ne saurait se limiter au contexte canadien.

« Face aux défis de la mondialisation, il y a un besoin réel pour une contribution spécifiquement québécoise. Le Québec est interpellé au premier chef par des enjeux tels que la diversité culturelle et la diversité linguistique. Sa participation active à de tels débats me semble non seulement acceptable dans notre cadre fédéral, elle est aussi nécessaire », a-t-il soutenu.

Invité par la suite à nommer les forums internationaux visés par le Québec, le ministre s'est fait cacher. « Je parle de forums internationaux sans pour l'instant les identifier, si ce n'est l'UNESCO, parce que tout ça va faire partie des discussions préliminaires que nous aurons avec Ottawa », a-t-il dit.

« Je mise sur des forums qui touchent la spécificité du Québec », a-t-il ajouté, sans plus.

La participation du Québec aux pourparlers de l'UNESCO a pour la province une valeur symbolique en ce qu'elle est une percée par rapport à l'asymétrie pratiquée jusqu'ici dans le contexte canadien, par exemple par l'entente toute récente sur la santé et

bien avant par la création de la Caisse de dépôt et placement ou encore le Régime des rentes du Québec, a expliqué M. Pelletier à une vingtaine d'universitaires de différentes provinces.

« C'est symbolique parce que, en relations internationales, il faut bâtir sur les précédents. L'UNESCO nous permettrait d'avoir un précédent fort intéressant qui ferait la démonstration qu'il est possible pour le Québec de s'exprimer de sa propre voix tout en étant un État fédéré, et non souverain, et tout en respectant les règles constitutionnelles et le principe fédéral », a-t-il fait valoir.

Quant au tiraillement observé au cours des derniers jours entre le ministre du Patrimoine, Liza Frulla, et les ministres Lucienne Robillard (Affaires intergouvernementales) et Jean Lapierre (Transports) sur le rôle joué par le Québec dans le forum de l'UNESCO, M. Pelletier a signifié que le Québec n'avait jamais demandé de parler au nom du Canada.

« Je n'ai jamais demandé, et non plus Mme Monique Gagnon-Tremblay [de la Francophonie], que le Québec parle au nom du Canada. Elle a demandé que le Québec puisse parler de sa propre voix dans des forums comme l'UNESCO. C'est ce qu'a dit M. Lapierre et Mme Robillard. »

Contrairement aux dossiers sur la santé et sur la pérennité, où toutes les provinces ont travaillé de concert au sein du Conseil de la fédération, le ministre Pelletier a indiqué que le Québec est le seul à mener « le combat pour avoir une place sur la scène internationale ».

Quoi qu'il en soit, M. Pelletier est d'avis que « la mondialisation interpelle tout le monde, aussi le Québec, pas seulement le Canada ».

Presse canadienne

HAÏTI



Reuters/Daniel Morel, avec l'autorisation de www.alertnet.org

LA POPULATION D'HAÏTI A TOUJOURS BESOIN DE VOTRE AIDE.

La Croix-Rouge aide les victimes en offrant abris, eau, soins de santé et vivres.

LES BESOINS SONT ÉNORMES.

DONNEZ MAINTENANT !

- www.croixrouge.ca
- 1 800 418-1111
- dans la plupart des banques canadiennes.



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____
 Tél. : _____ Courriel : _____
 chèque/mandat Visa MasterCard Amex
 Numéro de la carte : _____ Date d'expiration : _____
 50 \$ 75 \$ 100 \$ 250 \$ Autre : _____
 Numéro d'enregistrement : 11921 9814 RR0001; 11921 9814 RR0001
 Tout chèque ou mandat doit être établi à l'ordre de la Croix-Rouge canadienne, Sinistrés des ouragans en 2004-Haïti.
 Un reçu aux fins de l'impôt sera émis pour les dons de 15 \$ et plus ou sur demande.
 Merci de votre contribution. Veuillez poster ce coupon-réponse à l'adresse suivante :
 Croix-Rouge canadienne, Division du Québec, 6, place du Commerce, Verdun (Québec) H3E 1P4 D2

LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Conférence d'ouverture des Dix-septièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier avec :

Animatrice

• Madeleine Poulin, Journaliste

Participants

• Line Beauchamp, Ministre de la Culture et des Communications, Gouvernement du Québec

• Bernard Cerquiglini, Délégué général à la langue française et aux langues de France

• Pierre Curzi, Président, Union des artistes

• François Heran, Directeur, Institut National d'Études Démographiques (INED), Paris

• Richard J. Paradis, Chef de cabinet de la ministre Liza Frulla, Patrimoine Canada

• Jean-Jack Queyranne, Président du Conseil régional Rhône-Alpes

Mercredi 6 octobre 2004 à 16 h
Entrée libre

Université de Montréal
Pavillon Roger-Gaudry
Amphithéâtre Ernest-Cormier
2900, boul. Édouard-Montpetit

Les Dix-septièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier

www.ejc.umontreal.ca

Montréal • Québec • Sherbrooke
4 - 9 octobre 2004



McGill

UQAM

Université de Montréal



RWANDA : LA VIE APRÈS LA GUERRE

Une série de grands reportages radio diffusés à *Dimanche magazine*

Dimanche à 11 h

Journaliste : Chantal Lavigne Réalisation : Robert Landry et Bruce Edwards
Une production de la radio de Radio-Canada et de CBC Radio

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

• LES ACTUALITÉS •

MONASTÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

région à l'abri des pressions urbaines et touristiques.

La maquette lauréate se démarque par la simplicité de ses formes et son grand respect de l'environnement. Une proposition hyperécologique, à vrai dire, qui favorise «l'intrication des séquences naturelles et bâties». La forêt environnante ne sera à peu près pas aménagée et certaines parties du monastère s'ouvriront carrément sur la nature. La pierre naturelle dominera au rez-de-chaussée, où logeront les espaces communautaires, tandis que le bois servira dans la chapelle et les cellules individuelles, à l'étage. Le toit-terrasse doit d'ailleurs être «végétalisé».

On reconnaît des traits de la mécanique expressive de Pierre Thibeault, un créateur qui favorise l'insertion harmonieuse des bâtiments dans leur environnement, lui-même transformé au gré des saisons québécoises. On doit à sa firme plusieurs projets culturels, dont le Centre d'exposition de Baie-Saint-Paul, l'espace chorégraphique de la Fondation Jean-Pierre Perreault, à Montréal, le Centre de conservation du Québec et le Parc de la Rivière-Mitis.

«Nous avons été séduits par l'aspect humble de la proposition», dit frère Lucien, cellier de l'abbaye

d'Oka, un des trois cisterciens membres du jury du concours architectural. «Sur les images et les plans, le nouveau monastère sort du paysage comme s'il avait toujours été là. C'était très important pour nous de respecter ce lieu d'une beauté exceptionnelle.»

Le domaine situé près de la rivière L'Assomption, dans la région de Lanaudière, a été acheté à la famille Gadoury, fondatrice de la Station touristique de la Montagne-Coupée, dans les années 70. «Les moines voulaient un monastère dans la nature, et nous allons essayer de respecter cette volonté au maximum», enchaîne Vladimir Siegel, chargé du projet chez Pierre Thibeault architecte. Il décrit les cisterciens comme des gens «extrêmement ouverts, informés, cultivés», qui lisent les journaux et utilisent Internet. Il peut d'autant plus en parler qu'à l'instar de tous les finalistes du concours, il a dormi à l'abbaye d'Oka, histoire de se familiariser avec la vie monastique et ses sept offices quotidiens, vie à laquelle il fallait offrir un cadre.

«Dans notre milieu, on pousse rarement le zèle professionnel jusqu'à coucher chez le client pour mieux comprendre ses besoins», commente alors en rigolant Philippe Drolet, fondateur de PHD architecte, mandaté par les moines pour organiser

le concours. Lui aussi s'est isolé à la trappe d'Oka pendant quelques jours, dans son cas afin de peaufiner le programme qui définit l'abbaye comme un lieu de contemplation simple et dépouillé, selon la longue tradition cistercienne, mais aussi comme un lieu de pérennité, construit dans l'optique du développement durable. «Les moines préconisent le rendement des bâtiments dans une optique globale», dit le document de PHD énumérant les critères de démarcation: «consommation d'énergie, incidence environnementale, santé, confort et productivité des occupants, rendement fonctionnel, durabilité, adaptabilité, exploitation». Le programme prévoit même la récupération du mobilier d'Oka.

Le concours a finalement attiré une soixantaine d'esquisses préliminaires anonymes déposées par des équipes québécoises. L'Atelier TAG et l'étude de Louis Brillant architecte, l'Atelier BRAQ et Nature Humaine ont également atteint l'étape décisive. Deux mentions ont été attribuées, une au consortium formé par Anne Bordeleau architecte et MEDIUM, l'autre à Croft Pelletier, architectes.

La superficie brute de l'abbaye proposée par Pierre Thibeault dépassera les 4000 mètres carrés. Le budget prévisionnel totalise les neuf millions de dollars. Idéalement, la construction comme telle s'échelonne de avril 2005 à mai 2007.

Pour réaliser ce rêve, les cisterciens doivent vendre leur domaine d'Oka. Le site situé tout près de Montréal compte une dizaine de bâtiments et environ 400 hectares de terres. Des pro-



ARCHIVES LE DEVOIR

moteurs ont visité les lieux et des offres fermes pourraient suivre les études de potentiel d'exploitation en cours. Le frère Lucien refuse de commenter l'hypothèse voulant que le tout vaille bien au moins neuf millions, l'équivalent de la somme bientôt dépensée, si Dieu le veut...

«Ce que je peux dire, cependant, c'est que nous ne commencerons

pas la construction de la nouvelle abbaye avant d'avoir vendu le vieux monastère, commente-t-il. Nous déménagerons au plus tôt au printemps 2007. À Oka, le bruit nous dérange, particulièrement celui de la route 344. Nous avons donc bien hâte de nous retrouver dans le silence et la solitude de Saint-Jean-de-Matha... »

Le Devoir

BARBEAU

SUITE DE LA PAGE 1

pour mener à bien les projets les plus fous. Un peu fatiguée cette semaine, quand même, cette Manon-là. En plus des films, elle lançait sur notre macadam un projet cher à son cœur.

La roulotte de Video Paradiso s'est ébranlée au carré Viger, poussée par Manon avec l'appui du producteur de l'ONF, Jacques Turgeon. Un drôle d'engin, équipé de caméras, d'un studio d'enregistrement, de matériel de montage, etc., avec une équipe à bord pour aider les jeunes intendants à faire des films ou des disques. Le véhicule fera le va-et-vient entre Québec et Montréal en demandant aux apprentis cinéastes de créer quelque chose qui les aidera à se faire connaître sous un jour positif.

Tout se tient dans l'univers de Manon. Il y a trois ans, elle avait consacré un très beau documentaire, *L'Armée de l'ombre*, à des jeunes punks de Québec à qui la Maison Dauphine est familière. Ce sont eux qui viennent de peindre l'intérieur de la roulotte de Video Paradiso. Jamais elles et eux ne se sont perdus de vue.

Manon commence à en connaître un bout sur les studios roulants. En juin dernier, toujours avec Jacques Turgeon de l'ONF, elle avait d'abord lancé *Wapikoni Mobile*, studio motorisé pour les autochtones, qui sillonne aujourd'hui six réserves du Québec en récoltant les films.

«Je vais vers les êtres qui ont, comme moi, quelque chose à dépasser, un passé à défaire», déclare-telle.

Les Enfants du Refus global

En 1998, Manon Barbeau avait défrayé la chronique avec son documentaire *Les Enfants du Refus global*. Le film donnait la parole aux enfants jadis abandonnés ou négligés par certains peintres automatistes et leur groupe. Ces parents avaient signé le célèbre manifeste de 1948 invitant le Québec à toutes les libérations. Manon, fille de Marcel Barbeau, figurait elle-même dans son documentaire, ayant autrefois souffert du rejet parental, de même que son frère malade.

Devenue mère à son tour, elle se tourmente d'avoir transmis à ses enfants son sens du missionnariat. Ceux-ci s'enfoncent dans les coins chauds du globe en tentant de sauver le monde, pendant qu'elle se ronger les sangs, en s'inquiétant. Mais bon sang ne saurait mentir!

Prenez sa fille Anaïs, documentariste elle aussi. Après avoir monté une troupe de théâtre avec les enfants des bidonvilles du Honduras, elle vient de passer trois semaines en Palestine, filmant les camps de réfugiés. Quant à son fils Manuel, il part en Afrique de son côté pour tourner un documentaire sur le sida.

Tout est donc lié dans l'univers de Manon. Son documentaire *L'Amour en pen*, elle le voit comme le prolongement de *L'Armée de l'ombre* et des *Enfants du Refus global*. «Ils évoquent tous l'enfance maganée. Avec mes films, j'essaie de traverser le mur des préjugés et des lieux communs. Les prisonniers de *L'Amour en pen* ont commis des actes criminels, avec lesquels je ne suis pas d'accord. Cela dit, ils sont avant tout des êtres humains, à qui j'ai demandé: «Parlez-moi de la personne que vous avez le plus aimé dans votre vie.» Alors, entre les murs de leur prison, ils se sont mis à chanter l'amour.»

De tous ses films, *De mémoire de chats - Les ruelles* lui semble le plus léger, le plus simple, le mieux collé à la vie; celui qu'elle préfère, en définitive. «J'aime partager le quotidien des gens, mettre les pieds dans la vraie vie. Montréal compte 467 kilomètres de ruelles. Celles-ci appartiennent aux chats et à ceux qui ont choisi la liberté et obéissent à leurs propres règles, hors des chemins balisés. J'espère que mes prochains documentaires auront cette lumière-là.»

Elle me dit rêver de sagesse et de repos. Mais Manon trouvera bientôt un autre chat égaré à recueillir, une nouvelle cause perdue à défendre et quelque écorché de la vie à convaincre qu'il possède un cœur d'artiste.

Le Devoir

Maintenant à l'Île des Soeurs
UN COMPLEXE RESIDENTIEL POUR PERSONNES RETRAITEES
Ouverture juillet 2005

Ambiance
LE DES SOEURS

Le bonheur est ici

- 209 appartements de type 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2 et 5 1/2
- Étage spécifique de 48 unités de soins
- Climatisation dans tous les appartements
- 4 électroménagers, électricité et câble inclus
- Observatoire et terrasse sur le toit avec vue panoramique
- Bibliothèque, coin Internet et grand salon avec foyer
- Élégante salle à manger
- Piscine intérieure, sauna, bain tourbillon et salle de conditionnement physique
- Programme varié d'activités
- Terrasses et jardins

Déjà loué à plus de 50%

50, place du Commerce, Île-des-Soeurs

(514) 768-2888

Direction pont Champlain, sortie 57
www.ambiance-iledessoeurs.com

Une réalisation signée LE GROUPE MAURICE

PUBLI-REPORTAGE

«PROTÉGEONS NOS TRANSPORTEURS» BOMBARDIER! ÇA PASSE OU ÇA CASSE!

Pessimisme et dénigrement à l'endroit du gouvernement canadien de Bombardier et à ses dirigeants qu'on qualifie de dormir au gaz ou presque. Par ailleurs, on s'inquiète sur le sort qui va être réservé au géant de l'aéronautique dans le cas où ce dernier s'engagera à développer le projet de la série C, compte tenu du conflit direct qui peut l'opposer éventuellement à Boeing et Airbus, déclare M. Orlando Neto haut dirigeant du constructeur brésilien Embraer, durant la foire aéronautique qui s'est tenue à Farnborough le mois de juillet dernier.

Sans hésitation aucune M. Neto prétend qu'Embraer est le maître de la situation pourtant la réalité est toute autre puisque Bombardier a l'œil compas et veut, et va sauter sur l'opportunité qui lui est offerte.

Notre industrie est cyclique, une telle opportunité passe une seule fois dans l'existence d'une entreprise tel un constructeur aérien. Il faut la saisir pour bâtir. En février 1963, Boeing a eu la même réflexion et s'est attaqué au marché du moyen courrier. C'est l'avion d'aujourd'hui et c'est sans doute celui de demain. Son coût de production est faible et est adapté au marché du moment, idéal comme moyen courrier. Le dernier né de chez Boeing s'appelle le 727-100. Il aura fallu sept ans de réflexion, trois années pour la mise au point et soixante dix ébauches pour que le modèle devienne réalité. La dimension du tri-réacteur est parfaite et mieux encore, il est possible de le rallonger. Compte tenu du fait, en 1972, Boeing lance la version allongée le 727-200 configuré à 140 passagers et envahit le marché. Malgré son faible poids payant, tous les transporteurs du monde l'ont acquis et certains transporteurs majeurs l'exploitent encore aujourd'hui. Cet appareil connaît

un début de carrière assez limité. Il n'en sera pas moins l'avion de ligne le plus vendu au monde malgré le fait que la concurrence dans le secteur court-moyen a rarement été aussi rude. C'est dans cette direction que l'avionneur montréalais veut se lancer.

Certains constructeurs aériens ont connu un démarrage très difficile et coloré qui a fini par être couronné de succès mais qui, au fil des ans, plafonne. Bien souvent le choix est inévitable, changer de mains ou se faire gruger par les concurrents.

Aujourd'hui, Boeing est à la recherche de solutions de rechange pour faire face au présent marché, telle la série C qui représente le besoin d'aujourd'hui et sans doute celui de demain. Boeing entend barrer la route à Bombardier dans le cas où elle n'aura aucun contrôle sur ce dernier. Par ailleurs, Bombardier entend cesser de frapper sur le sac et monter sur le ring. Ce qui lui manque aujourd'hui, ce sont des supporters.

Actuellement, pour réaliser le projet des prochaines décennies, Bombardier offre comme monnaie d'échange au plus offrant l'assemblage de ses appareils dans ces pays respectifs. Pourquoi pas ici? Est-ce qu'on a vraiment grâté tous les tiroirs? Qui sait... Essayons encore, car l'aéronautique c'est l'économie d'un pays.

Nous sommes la proie facile du moment. Aujourd'hui, c'est le tour des Exos et demain... Protégeons nos réalisations. Bombardier est notre fleuron patrimoine, notre champion. Chapeau bas cher Bombardier!

Steve Z. Nasra

Grande promotion sur nos habits italiens

doice doice

D-ANA

Pour Elle
277, av. Laurier O. 270-6154
Centre de Commerce Mondial 844-9125

doice doice

UOMO

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial 281-7999
5107, av. du Parc 277-7558

Solidaire pour des soins de qualité



Suite à un problème technique, cette annonce aurait dû paraître dans le cahier Santé du 2 octobre 2004. Toutes nos excuses.

LA VRAIE FORCE DES PROFESSIONNELLES EN SOINS

• LES ACTUALITÉS •

Grippe: les tout-petits auront droit au vaccin gratuit

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

On ne badine pas avec la grippe au Québec. Jusqu'à maintenant réservés aux personnes âgées et aux enfants souffrant d'une maladie chronique, le vaccin gratuit contre la grippe sera aussi offert à tous les enfants âgés de six mois à 23 mois, a confirmé jeudi le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec.

La décision fait suite à une série de rapports rédigés par les Comités consultatifs national et québécois de l'immunisation, la Société canadienne de pédiatrie et la Coalition canadienne pour la sensibilisation et la promotion de la vaccination qui, tous, ont vivement recommandé la vaccination systématique des enfants de moins de deux ans.

L'opération, qui se mettra en branle dès le 1^{er} novembre, nécessitera 88 000 doses supplémentaires, un chiffre raisonnable si on le compare au 1,6 million de doses que Québec entend distribuer à l'ensemble de la population. Chaque année, jusqu'à sept millions de Canadiens attrapent la grippe et 1500 en meurent. Chez les tout-petits, Santé Canada a déploré quatre décès l'année dernière.

«Le nombre d'enfants hospitalisés pour l'influenza avoisine celui des adultes de plus de 65 ans, alors il va de soi, selon nous, que les enfants bénéficient de la même protection», avait expliqué en septembre la présidente du comité d'immunisation contre les maladies infectieuses de la Société canadienne de pédiatrie, le D^r Joanne Embree.

Les enfants sont en effet plus vulnérables pendant les deux premières années de leur vie qu'à tout autre moment. «Les jeunes enfants sont plus à risques de contrac-

ter l'infection et de la transmettre puisque, même s'ils guérissent, ils l'excrètent plus longtemps que les autres. En plus, ils ont plus de complications et plus d'hospitalisations par comparaison aux enfants plus âgés et aux adultes», a confirmé hier le D^r Maryse Guay, médecin-conseil à l'Institut national de la santé publique.

Les enfants qui n'ont jamais eu le vaccin recevront deux doses à un mois d'intervalle pour bien stimuler le système immunitaire alors que, l'année suivante, une seule dose suffira à les protéger. Évidemment, si le vaccin contre la grippe constitue une bonne protection, il n'est pas infailible pour autant. «Le vaccin contre l'influenza offre un taux de protection de 60 à 70 %», note le D^r Guay, qui a aussi pris part au Comité québécois sur l'immunisation.

Et il n'est efficace que pour certaines souches, soit les trois plus importantes que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'attend à voir circuler cette saison: A/New-Caledonia (H1N1), A/Wyoming ou A/Fujian (H3N2) et B/Jiangsu ou B/Shanghai.

L'OMS évalue que les épidémies de grippe annuelles entraînent entre trois et cinq millions de cas graves et entre 250 000 et 500 000 décès par année dans le monde. Elles ont des répercussions économiques importantes, pouvant coûter de 10 à 60 millions \$US par million d'habitants.

Il n'y a pas d'âge pour recevoir ce vaccin qui fonctionne aussi très bien chez les personnes en bonne santé qui voudraient obtenir une protection supplémentaire. «C'est un excellent vaccin que tous peuvent recevoir, année après année. La décision revient à chacun», juge le D^r Guay.

Le Devoir



ARCHIVES LE DEVOIR

Bébé cajolé ferait un enfant plus équilibré

Des chercheurs de l'hôpital Douglas s'intéressent aux effets des caresses sur le développement génétique des enfants

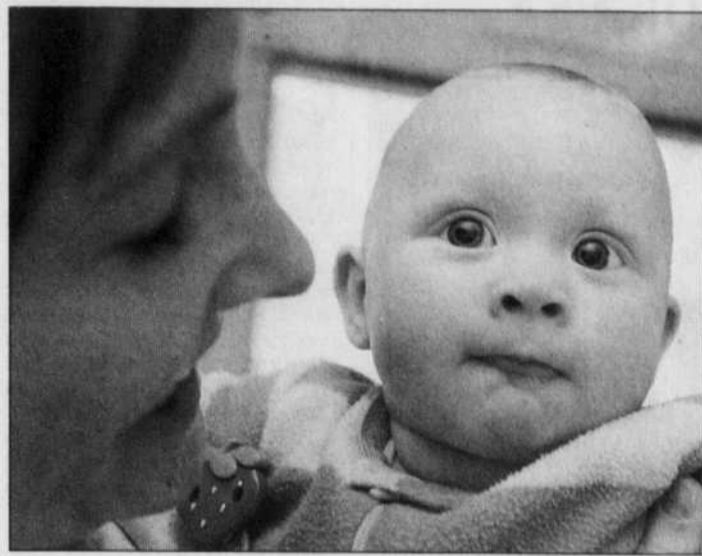
LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Il ne faudrait jamais sous-estimer le pouvoir d'un câlin. Et pour cause. Outre son pouvoir calmant et rassurant, la caresse maternelle jouerait un rôle clé dans le développement génétique de l'enfant, a découvert un chercheur de l'hôpital Douglas qui s'intéresse aux relations mère-nourrisson. Loin d'être tirée par les cheveux, sa théorie prend appui sur de solides travaux de recherche qui ont démontré que les caresses ont le pouvoir d'activer ou de désactiver les principaux gènes qui gèrent notre réaction au stress.

Récapitulons. Tout a commencé il y a quelques années au laboratoire de l'hôpital Douglas en observant des rates lécher leurs petits, l'équivalent chez l'humain de la caresse maternelle. Chez l'animal comme chez l'humain, les mères se comportent différemment avec leurs bébés, les unes cajolant plus que les autres.

Mais voilà, cette caresse aurait des conséquences insoupçonnées sur la production d'hormones liées au stress, y compris les glucocorticoïdes. «On a montré que, plus la stimulation maternelle était importante, moins la réponse au stress était grande», raconte celui qui est à l'origine de cette découverte, Michael Meaney, aussi directeur adjoint du Centre de recherche de l'hôpital Douglas.

Généralement, les glucocorticoïdes sont libérés pour aider l'organisme à gérer un stress lorsque celui-ci survient. Sur une longue période de stress toutefois, ce système de réaction peut devenir néfaste et favoriser la maladie cardiaque, le diabète, une dysfonction du système immunitaire ou la maladie mentale. Essentiels au bon fonctionnement de l'hippocampe — un centre cérébral associé à l'apprentissage et à la mé-



ARCHIVES LE DEVOIR

moire —, les glucocorticoïdes peuvent entraîner des troubles de mémoire lorsqu'ils sont présents en trop grande quantité.

Dans le cas présent, il semble que la stimulation associée au léchage entraîne une modification de la fonction génétique de cette hormone dans le cerveau des rats. Le léchage favoriserait en effet une réduction de la production de glucocorticoïdes.

«On parle d'un effet génétique, mais il ne faut pas croire que la stimulation tactile ou son absence peut modifier la séquence même du gène, précise M. Meaney, qui parle plutôt de l'effet de l'interaction de l'ADN du gène avec les protéines qui l'envoient. «C'est cette interaction qui détermine la fonction de l'ADN. Et c'est à ce niveau que la stimulation tactile a une influence, faisant en sorte que le gène est plus ou moins actif d'un individu à l'autre.»

Depuis avril, quinze laboratoires de Toronto et de Montréal, dont celui de l'hôpital Douglas, sont sur cette piste qu'ils explorent pendant cinq ans auprès de

250 à 300 couples mère-nourrisson. L'objectif de cet ambitieux projet baptisé MAVAN (Maternal Adversity Vulnerability and Neurodevelopment)? Déterminer si certains gestes parentaux, comme la caresse, ont les mêmes effets sur l'ADN des nourrissons.

Présentée hier à l'occasion d'une conférence scientifique organisée par le Centre de recherche de l'hôpital Douglas, un événement qui se poursuit aussi aujourd'hui, la théorie de Michael Meaney est si solide qu'elle lui a valu une publication dans le *Nature Neuroscience* du mois d'août.

On savait déjà que les enfants nés avec un faible poids risquaient davantage de développer des troubles intellectuels, comme le trouble de déficit de l'attention/hyperactivité (TDAH). Mais les variations étonnantes remarquées dans le développement des enfants chicotaient le chercheur. «J'ai voulu savoir si l'environnement post-natal pouvait déterminer les conséquences résultant de facteurs de risque exprimés pendant la

période pré-natale.»

Pour ce faire, il entend soumettre tous les nouveau-nés de son échantillon à des tests pour déterminer la présence de 22 gènes associés à un comportement agressif ou antisocial, ainsi qu'à des troubles d'apprentissage comme le TDAH.

Le projet est extrêmement délicat. En effet, pour étayer cette thèse, il faut que les mères agissent différemment avec leur bébé. Puisque les mères qui souffrent de dépression grave peuvent avoir de la difficulté à créer des liens avec leur enfant et ont tendance à ne pas les cajoler autant que les autres mères, l'équipe de Michael Meaney a choisi de suivre l'évolution d'un groupe de mères dépressives qu'elle comparera à un groupe témoin. Évidemment, toutes les femmes dépressives participant à l'étude recevront un traitement.

Le projet est d'aller au-delà des idées reçues véhiculées en psychologie, explique M. Meaney. «Le problème avec les psychologues, c'est qu'ils ont identifié toutes les conséquences du comportement de la mère sur le développement de l'enfant sans expliquer pourquoi l'influence parentale est plus importante chez certains enfants que chez d'autres.»

Si les modèles observés chez les humains vont dans le sens des données recueillies au sujet des rats, Michael Meaney prédit que les enfants dont la mère est moins affectueuse seront prédisposés à certains problèmes, comme l'hyperactivité avec déficit de l'attention.

Rien n'est toutefois perdu puisqu'il semble que cet effet, s'il est stable, soit aussi réversible. Ainsi, si le petit d'une rate peu portée à lécher est «adopté» par une rate qui lèche beaucoup ses petits, il affichera un développement normal, un renversement qui peut même se produire après la puberté.

Le Devoir

EN LIVRAISON NOVEMBRE 2004

Le Broadway
65, René-Lévesque Est

- * UN SITE PRIVILÉGIÉ
- * DES AMÉNAGEMENTS D'AVANT-GARDE
- * UNE ARCHITECTURE CLASSIQUE

DISPONIBLES :

| | |
|---------------------------|------------|
| 1 CHAMBRE AVEC MEZZANINE | 179 000 \$ |
| 2 CHAMBRES EN COIN | 189 000 \$ |
| 2 CHAMBRES AVEC MEZZANINE | 309 000 \$ |

www.apfloft.com 514-396-6480

PHASE II EN RÉSERVATION 801 rue Sherbrooke Est
PRIX PRÉFÉRENTIELS / LIVRAISON FIN 2005
STUDIOS / LOFTS / PENTHOUSES / VUES EXCEPTIONNELLES

EN LIVRAISON NOVEMBRE 2004

Lucia

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la Concorde Est, Laval
(450) 662-1168
mardi - mercredi 10h à 17h30
jeudi - vendredi 10h à 18h
samedi 10h à 16h

FROMAGER AFFINEUR

Le meilleur fromage est celui qui convient à votre budget, embellit votre recette, se marie à votre vin.

«Je n'avais jamais été dans une vraie fromagerie... Je pensais que c'était plus cher.»

(514) 272 1161
Marché Jean-Talon, plateau Mont-Royal, rue Sherbrooke E., Repentigny.

La fromagerie HAMEL
www.fromageriehamel.com

Pensionnat SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 — Télécopieur: 514.735.5266 — www.psnm.qc.ca

Partenaire académique de l'École nationale de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy. Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.

Au-delà de la performance

Citoyennes du monde

Portes ouvertes
Dimanche 3 octobre de 13h30 à 16h30

Les planchers craquent, les voix s'envolent, les rires fusent; ici, le bien-être est palpable. Sur un des bancs d'église qui longent les interminables corridors, un enseignant discute cordialement avec ses élèves. Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève est précieuse et jalousement préservée.

Le **Saint-Nom-de-Marie** s'est toujours soucieux d'offrir non seulement un enseignement de très haut calibre, mais également de transmettre des valeurs solides aux jeunes filles qui lui sont confiées.

Pas étonnant que les filles du **Saint-Nom-de-Marie** regardent l'avenir avec confiance! Elles auront les compétences de leur audace et la force pour relever les défis de leurs choix.

Examens d'admission
Samedi 16 et dimanche 17 octobre, de 9h à 12h

Les VOYAGES FLEUR DE LYS
Carlson Wagonlit Travel

514-939-9999
ou 1-888-713-3211 (places limitées)

Réservez une des destinations avant le 30 septembre et épargnez \$100/couple (excl. promo du club med!)

1258, rue Berri, bureau 530, Montréal (Qc) Berri-UGAM

Espagne - Hiver 2005
Aparthotel Pyr à Fuengirola, acc./Odette Laspérance, présentation le: 14 oct. 18h30 et 19 oct. 14h00

Australie - l'hiver prochain, profitez de l'été en Australie! Luxueux condo, 1ch. Tout équipé, dép. 26 janv. 2005 3sem. -excursions, golf, plage, pêche, vignoble(en sus). \$3649, vols incl. présentation le: 21 oct. 14h00

Côte d'azur
Les Pins Bleus, apart.*** à Juan les Pins, du 23 fév.-16 mars, acc./Monique Bélinger, \$1829,tx et vols incl., présentation le: 28 oct. 18h30

Tunisie
vols,Mélie 5*, Port El Kantaoui, 1er au 22 mars 2005, 2 repas/jr 1829,tx incl., présentation le: 27 oct. 16h00

Spas en République Tchèque
Prague et les spas de Karlovy Vary - de luxe, itinéraire sur mesure, accompagné par Suzanne Brossard Jacques, 23 avril au 2 mai 2005. présentation le: 26 oct. 14h00

Thaïlande
18 jours, à partir de 2 699/pers., Bangkok, Ayuthaya, Sukhothai, Chiang Mai, le Triangle d'Or, séjour plage, vols et bien plus... présentation le: 2 nov. 14h00

Mexique - Isla Holbox
Venez vivre une expérience unique loin des centres touristiques fébriles: plongée, pêche, plage, ornithologie... Le secret le mieux gardé du Mexique. présentation le: 2 nov. 18h30

Club Med Coupon rabais 100\$
coupon rabais \$100/adulte sur prix déjà annoncé /Club Med par nouvelle résa, d'ici au 31 déc. 2004 (min. 7 jrs sur présentation du coupon)

Croisière - Caraïbes
Westerdam, 9 janv. 2005. 1 semaine, à partir de 828\$. Demandez Suzanne.

LE MONDE

Le numéro deux
d'al-Qaïda s'en prend
aux «croisés»

GHAÏDA GHANTOUS

Doubaï — Dans un enregistrement audio diffusé hier par al-Jazira, le dirigeant d'al-Qaïda Ayman al-Zaouahri appelle les musulmans à constituer un front de résistance contre les «croisés» et fait de la libération de la Palestine «un devoir pour tous les musulmans».

Selon un responsable américain du renseignement, une analyse de l'enregistrement a permis d'établir que la voix était très probablement celle de Zaouahri. On ne sait pas en revanche de quand date l'enregistrement.

«Nous ne devons pas attendre pour résister que les forces américaines, britanniques, françaises, italiennes [...] nous envahissent», déclare le dirigeant d'al-Qaïda, qui ne différencie ainsi pas la France, hostile à l'intervention américaine en Irak, et la coalition anglo-américaine.

Ayman Zaouahri, considéré comme le numéro deux du réseau al-Qaïda, ajoute à cette liste l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, la Pologne et la Norvège. Il exhorte la jeunesse musulmane à s'inspirer des insurgés en Irak et des talibans en Afghanistan et appelle les «hommes de savoir et d'expérience» à organiser leurs efforts au sein d'une «direction de la résistance contre les croisés».

«Nous ne pouvons pas attendre, sinon nous serons avalés par les combattants musulmans devant poursuivre la lutte même en cas de mort ou de capture des dirigeants qaïdistes».

Zaouahri appelle également les



Ayman al-Zaouahri

musulmans à frapper Israël et les États-Unis pour «libérer» les Palestiniens.

«La défense de la Palestine constitue une question légitime et la libération de la Palestine est un devoir islamique pour tous. Par conséquent, les musulmans ne doivent pas abandonner la Palestine, même si le reste du monde le fait», poursuit-il. «Ce n'est pas en limitant la bataille à la lutte contre les juifs en Palestine et en laissant tranquille l'Amérique sans l'attaquer que cela incitera l'Amérique et les croisés à faire preuve de modération à notre égard», ajoute Zaouahri.

Recherché par les forces américaines depuis les attentats du 11 septembre 2001, Ayman Zaouahri se trouverait avec Oussama ben Laden dans les régions frontalières pakistano-afghanes.

Reuters

Échec d'une médiation en faveur
des otages français en IrakJOSÉ GARÇON
JEAN-PIERRE PERRIN

Conférence de presse des otages annoncée puis annulée à Damas, où des chambres leur avaient même été réservées, claironnade de victoire du médiateur Philippe Brett qui, en début d'après-midi, affirme être avec les captifs pendant que son mandataire, le député Didier Julia, assure que l'accord avec les ravisseurs est presque conclu: hier, la confusion était générale quant au sort de Georges Malbrunot, Christian Chesnot et leur chauffeur syrien.

Les choses ont empiré quand la fameuse conférence de presse s'est finalement tenue à Damas, sans les deux otages mais avec Didier Julia. Le changement de ton est alors absolu: le transfert des deux journalistes a échoué, affirme le parle-

mentaire. Selon TFI, qui rapporte la conférence de presse, Julia a accusé les Américains d'avoir... dressé vingt barrages supplémentaires sur la route et même tiré sur le convoi, faisant six morts parmi les gardes de sécurité irakiens! «Depuis l'annonce du retour des journalistes, les Américains ont multiplié les bombardements, ont placé deux divisions sur les passages [sic] pour tirer sur tous les terroristes qui passent», a affirmé sans sourcilier le député de Seine-et-Marne. Les Américains ne suffisent pas, Julia a aussi dénoncé «l'envoi d'émissaires disant agir au nom de la France, porteurs de valises de billets de banque, ce qui aurait énervé les preneurs d'otages».

Embarras des autorités

La seule déclaration officielle de la journée, celle de Jean-Pierre Raffarin, n'avait déjà pas clarifié l'avalanche des rumeurs. Hier à 21h, plus personne ne s'y retrouvait. La France, avait reconnu le premier ministre, dispose «de nouvelles qui ne sont pas aujourd'hui complètes. Nous sommes [...] dans une hypothèse favorable de libération mais les conditions sont particulièrement difficiles dans un pays particulièrement chaotique». Ce commentaire tranchait déjà avec l'optimisme affiché de Philippe Brett et Didier Julia en début d'après-midi. Il cachait mal aussi l'embarras des autorités françaises face à une initiative qu'elles ne maîtrisent nullement. Mais qu'elles ne peuvent dénoncer ouvertement puisqu'on ne saurait exclure qu'elle réussisse. Un haut responsable des services de renseignement français résumait hier parfaitement ce dilemme: «Julia et Brett sont capables de les ramener».

Il est vrai qu'ils s'en sont donnés les moyens, même si leur nom provoque l'ironie de ceux qu'ils ont l'habitude de solliciter financièrement pour monter des coups dans la région. S'agissant des deux journalistes français, ils ont carrément impliqué un chef d'État africain: se-

lon nos informations, c'est le président ivoirien Laurent Gbagbo, qui leur a prêté un avion. Intermédiaire entre Gbagbo et l'équipe Julia: Aziz, un marchand d'armes saoudien vivant à Paris.

Arrivés à Bagdad, comment Brett et ses amis ont-ils pu entrer en contact avec les ravisseurs quand tous les réseaux salafistes «actifs» par Paris au début de la crise n'y étaient pas parvenus? La question se pose d'autant plus que l'équipe parallèle n'a jamais eu de contacts avec les islamistes du temps de leur fréquentation de l'Irak de Saddam Hussein où ils étaient notamment proches de son ministre des Affaires étrangères, Tarek Aziz. Cela n'est sans doute pas si important car, en réalité, baassistes et islamistes cohabitent aujourd'hui au sein de la rébellion. Et l'extrême droite française n'a jamais caché ses liens étroits — idéologiques mais aussi financiers et économiques — avec le régime du raï déchu...

«Tout semble indiquer, remarque une source proche du dossier, que ces réseaux baassistes, qui ont récupéré les otages, ont fait trainer les choses pour obtenir de la France qu'elle insiste en

favor de l'intégration de ces groupes dans la future conférence internationale sur l'Irak.» Pour Paris, l'affaire devient décidément embarrassante. Et la manière de libérer les otages a pris l'allure d'un affaire d'État qui exige de la France un exercice compliqué: récupérer à tout prix Georges Malbrunot et Christian Chesnot, mais d'une manière qui préserve sa diplomatie.

Il va de soi qu'une libération idéale aurait eu lieu à l'ambassade de France à Bagdad ou à Amman, où le secrétaire général du Quai d'Orsay, Jean-Pierre Lafon, a été dépeché en urgence. Cela aurait eu l'avantage d'éviter trop de remerciements compromettants: notamment à Laurent Gbagbo, à Didier Julia et son équipe d'intermédiaires incontrôlables liés à l'extrême droite française, voire aux anciens réseaux de Charles Pasqua. Sans oublier le gouvernement syrien avec lequel Paris entretient des relations difficiles depuis la récente résolution 1559, prise notamment à son initiative, exhortant Damas à ne plus s'ingérer dans les affaires libanaises.

Hier soir, l'affaire des otages avait de toute évidence totalement dépassé à la fois la diplomatie française et celle parallèle de Didier Julia. Aux élucubrations de ce dernier n'a répondu que le silence des autorités françaises. Quarante-trois jours après leur disparition, la trace des otages semble de nouveau perdue. Sauf à croire encore une fois de plus Didier Julia qui déclarait au cours de sa conférence de presse: «Nos amis sont en ce moment en sécurité.»

Libération

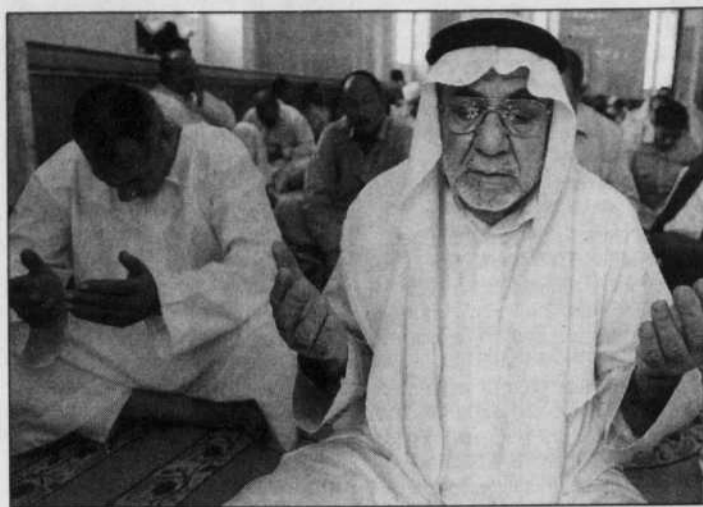
EN BREF

Un ancien
ministre libanais
est attaqué

Beyrouth — L'ancien ministre libanais de l'Économie Marouane Hamadeh a été blessé hier dans un attentat à la bombe à Beyrouth, dans lequel a péri son chauffeur. L'intéressé, aujourd'hui député de l'opposition, a été conduit à l'hôpital de l'université américaine avec des blessures au visage et aux jambes. Son état est jugé stationnaire. Son chauffeur a en revanche été tué. Hamadeh fait partie des quatre membres du gouvernement qui avaient démissionné début septembre pour protester contre la décision controversée du Parlement libanais de prolonger de trois ans le mandat du président Emile Lahoud, qui dispose du soutien de la Syrie. — Reuters

Gaza: l'offensive
s'intensifie

Gaza — L'offensive militaire israélienne s'est accentuée hier dans le nord de la bande de Gaza, où huit Palestiniens au moins ont été tués dans des tirs de missiles. D'après des témoins palestiniens, une centaine de chars et de véhicules blindés ont pénétré avant l'aube dans le territoire dans le cadre de l'opération «Jours de repentir», avalisée la veille au soir par le gouvernement d'Ariel Sharon. Deux activistes du Hamas ont été tués par un missile devant une mosquée du camp de réfugiés palestiniens de Djabalia. Quelques heures plus tard, un nouveau tir de missile a tué trois personnes près d'une école. Dans la soirée, trois autres Palestiniens étaient tués et une dizaine blessés, toujours à Djabalia. — Reuters



Prière du vendredi dans une mosquée de Bagdad.

Vaste opération contre
la rébellion à Samarra

Samarra — Plus de 100 personnes ont été tuées et 180 blessées hier au cours d'une vaste opération lancée par l'armée américaine et les forces irakiennes pour reprendre la ville rebelle de Samarra, alors que des familles explorées ont enterré 34 enfants tués jeudi par des voitures piégées.

En soirée, l'aviation militaire américaine a lancé un raid sur la ville rebelle sunnite de Fallouja, à l'ouest de Bagdad, où plusieurs explosions ont retenti, ont affirmé des habitants à l'AFP. Deux maisons ont été touchées mais aucun bilan d'éventuelles victimes n'était immédiatement disponible.

Quelque 2500 soldats américains et 1000 éléments de l'armée irakienne et de la Garde nationale ont envahi Samarra, à 125 km au nord de Bagdad, après l'échec il y a une semaine des négociations pour une entrée pacifique dans la ville, selon les Américains.

«En réponse à des attaques répétées de forces anti-irakiennes, les forces de sécurité irakiennes et la Force multinationale ont sécurisé les bâtiments du gouvernement et de la police à Samarra tôt ce matin pour soutenir le gouvernement intérimaire et le peuple de Samarra», indique l'armée américaine.

Selon un communiqué militai-

re américain, 109 «rebelles» et un soldat américain ont été tués. Quatre soldats ont été blessés. Des sources hospitalières locales ont fait état de 90 morts et de 180 blessés.

Le secrétaire d'État irakien chargé de la sécurité nationale, Kassem Daoud, a fait état de plus de 100 morts et de l'arrestation de «37 terroristes». «L'opération continuera jusqu'à ce que la ville de Samarra soit nettoyée de ces bandes criminelles».

«Nous allons libérer toutes les villes de ces criminels liés à l'ancien régime et aux groupes terroristes afin de préparer le terrain au déroulement des élections» prévues en janvier 2005, a-t-il ajouté.

En début de soirée, les coups de feu n'étaient plus entendus dans la ville redevenue calme.

En même temps, un porte-parole de l'armée a annoncé avoir libéré à la faveur de l'opération de Samarra un Turc retenu en otage. Dans le quartier Aa-Amel, dans le sud-ouest de Bagdad, des dizaines de familles ont organisé des funérailles pour les 34 enfants tués dans un double attentat suicide à la voiture piégée revendiqué par le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqawi.

Agence France-Presse

Scandale au pays
des mutins du Bounty

Sydney — Pitcairn, loin d'être une île paradisiaque perdue dans le Pacifique Sud, est un enfer pour les femmes transformées en objets sexuels par les descendants des révoltés du Bounty, a affirmé mercredi une femme qui vivait jadis dans ce «confetti» de l'ex-empire britannique à l'ouverture du procès pour agressions sexuelles et viols de mineures.

«Les filles sont traitées comme de simples objets sexuels. Les hommes pouvaient en faire tout ce que bon leur semblait», a ajouté cette femme, qui vit aujourd'hui en Nouvelle-Zélande et a déposé par vidéoconférence depuis son pays d'adoption. La plaignante, qui a témoigné sous le couvert de l'anonymat, a affirmé avoir été violée à quatre reprises alors qu'elle était petite fille.

Huit autres femmes originaires de Pitcairn, un «caillou» de cinq km² situé à plus de 2000 kilomètres au sud-est de Tahiti, vont déposer à charge de la sorte depuis la Nouvelle-Zélande, annonçait hier la presse australienne qui couvre le procès.

Les descendants des révoltés du Bounty comparaissent depuis mercredi pour relations sexuelles illicites avec mineures devant un tribunal venu spécialement de Londres. Il s'agit de sept hommes de cette île qui compte 47 habitants

en tout et à qui la justice britannique reproche d'avoir eu des rapports avec de très jeunes filles, dont certaines âgées de 12 ans.

L'affaire s'est corsée avec le soutien public affiché à la veille du procès par d'autres femmes vivant toujours à Pitcairn. Elles affirment que leurs hommes ne font que perpétuer une tradition datant du XVIII^e siècle, héritée des mutins du Bounty, ce bâtiment de la marine royale britannique dont l'équipe se révolta en 1789 au large des îles Tonga sous le commandement du second, Fletcher Christian.

Les neuf marins du Bounty, accompagnés de six Polynésiens et de 12 Polynésiennes ainsi que d'une fille, accostèrent à Pitcairn où ils prirent souche. Les descendants de cette petite colonie sous administration britannique ne furent retrouvés qu'en 1808. Pas moins de 96 chefs d'inculpation pèsent sur les sept prévenus, soit la moitié de la population mâle actuelle de l'île.

Plusieurs femmes de Pitcairn ont déclaré à la presse australienne que ce genre de relations étaient toujours consensuelles et ont accusé la justice britannique de chercher ainsi à dépeupler entièrement Pitcairn, situé à mi-chemin entre la Nouvelle-Zélande et le Panama.

Reuters

Attentat contre
une mosquée chiite
au Pakistan

Sialkot — Au moins trente personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans l'explosion d'une bombe apparemment due à un attentat suicide, hier à l'heure de la prière, dans une mosquée chiite de Sialkot, dans l'est du Pakistan, a annoncé la police.

«Trente personnes sont mortes, mais le bilan pourrait s'alourdir, certains blessés se trouvant dans un état critique», a indiqué près du lieu du drame le policier Syed Ishtiaq Hussain Shah.

L'explosion s'est produite alors que des centaines de fidèles étaient rassemblés dans la Mistri Abdullah Imambarah (mosquée) située dans le centre de la ville, proche de la frontière indienne. «Il s'agit d'un acte de terrorisme», a indiqué le chef de la police de la ville, Nisar Ahmed. «Nous pensons qu'un kamikaze a commis cet attentat.» Plusieurs centaines de manifestants en colère se sont heurtés à la police à l'extérieur de la mosquée après l'attentat, a déclaré le responsable.

Un fidèle, Hamid Naqvi, a raconté que l'explosion s'était produite pendant que la foule écoutait le sermon. «Ça a été la panique, il y avait du sang et des cris de toutes parts», a-t-il ajouté. Selon des médecins de l'hôpital de la ville, au moins 34 blessés ont été hospitalisés, «certains grièvement brûlés».

La communauté chiite représente environ 15 % des 150 millions de Pakistanais, musulmans à 97 %. Les violences entre extrémistes chiites et sunnites au Pakistan ont fait plusieurs milliers de morts depuis le début des années 90.

Cet attentat survient quelques jours après que les forces pakistanaises ont abattu, le 26 septembre, le militant islamiste Amjad Farooqi, recruteur en chef d'al-Qaïda au Pakistan, désigné par les autorités comme le cerveau des deux attentats manqués contre le président Pervez Musharraf en décembre

dernier, et d'un autre contre le premier ministre Shaoukat Aziz.

Farooqi, militant du groupe islamiste aujourd'hui interdit Harkatul Jihad-e-Islami, était également accusé d'avoir participé à l'enlèvement et au meurtre du journaliste américain Daniel Pearl à Karachi en janvier 2002.

Selon les autorités pakistanaises, l'organisation sunnite al-Qaïda d'Oussama ben Laden a resserré ses liens avec les groupes fondamentalistes pakistanais dans le but d'organiser des attentats et d'attiser les violences religieuses contre la minorité chiite.

Le Pakistan est engagé dans des opérations contre les militants d'al-Qaïda présents sur son territoire et a arrêté nombre de ces militants depuis le mois de juillet. Parmi eux figurent un expert en informatique, Naeem Noor Khan, ainsi que le Tanzanien Ahmad Khalifan Ghailani, présenté comme un élément clé d'al-Qaïda et impliqué selon Washington dans les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya en 1998.

En mars et en juin, les forces pakistanaises avaient lancé d'importantes opérations dans les zones tribales de l'ouest du pays, situées en bordure de la frontière avec l'Afghanistan et réputées pour abriter des militants d'al-Qaïda.

Le président Musharraf a récemment affirmé qu'une percée significative avait été accomplie dans la lutte contre le réseau al-Qaïda et que plus de 600 suspects avaient déjà été arrêtés. Hier encore, il a annoncé qu'une centaine de militants d'al-Qaïda retranchés dans les districts tribaux du Waziristan, frontaliers de l'Afghanistan, ont été tués par l'armée pakistanaise, sans fournir de précision sur la période ou cours de laquelle ces militants ont été tués.

Agence France-Presse

ÉMISSION SPÉCIALE: HAÏTI

Qu'arrivera-t-il à Haïti quand tout sera nettoyé?
Comment le pays, se relèvera-t-il de cet enfer?

Dimanche - 18H

Emission animée par Harry Delva

Noir
de
Mondée

câble 14

www.chmontreal.com

• LE MONDE •

Aux États-Unis, l'obésité devient un problème de société

JEAN-LOUIS SANTINI

Washington — L'institut national américain de médecine part en guerre contre l'obésité chez les enfants en insistant pour la première fois sur une stratégie de société, impliquant les médias, les écoles et l'industrie agroalimentaire, plutôt que sur la seule responsabilité individuelle.

«Les parents et les familles ne peuvent pas seuls inverser la forte augmentation du nombre d'enfants souffrant d'obésité, des changements doivent être entrepris dans nos écoles et nos communautés aussi bien qu'au niveau national», a expliqué le Dr Jeffrey Koplan, président de la commission de 19 experts choisis par l'institut de médecine pour proposer des moyens de lutter contre l'explosion du nombre d'obèses chez les enfants et adolescents.

Ce rapport — remis au Congrès américain cette semaine — insiste sur la nécessité de «changements fondamentaux dans notre société», a ajouté le Dr Koplan, l'ancien directeur du Centre national de contrôle et de prévention des maladies.

Au cours des 30 dernières années, la proportion des enfants américains de six à onze ans pesant 30 % de plus que le poids jugé normal a été multipliée par trois et atteint aujourd'hui 15 %, selon les statistiques officielles.

Plus de 10 % des deux à cinq ans sont désormais dans cette catégorie et, pour les 12 à 19 ans, la proportion atteint 15 %, ce qui représente un doublement dans ces deux groupes d'âges.

L'institut national de médecine recommande, outre des menus plus sains dans les cantines scolaires et les restaurants et davantage d'exercice physique, des restrictions dans les publicités visant les enfants et des programmes de formation en nutrition des adultes pour les aider à mieux choisir leur nourriture.

«Le fait que la commission mette l'accent sur l'environnement de la société plutôt que sur la seule responsabilité des individus est un nouveau

», a estimé dans le *New York Times* le Dr Kelly Brownell, directeur du centre sur le traitement de l'obésité et les problèmes de nutrition à l'université Yale.

«S'attaquer à la puissante industrie agroalimentaire pourrait être un défi de taille», a-t-il ajouté.

Deux importants groupements professionnels de ce secteur ont déjà fait savoir leur opposition à certaines des recommandations. Ils sont notamment hostiles à l'établissement de normes nutritionnelles pour les aliments servis dans les écoles qui étiquetteraient selon eux des produits comme bons ou mauvais.

«De manière à modifier les comportements alimentaires, nous devrions insister sur des messages positifs et motivants dans la société plutôt que de s'appuyer sur des restrictions officielles», indique dans un communiqué le groupement The Grocery Manufacturers of America.

La commission d'experts pense que l'industrie agroalimentaire sera à terme contrainte de modifier ses produits face à l'évolution de la demande du public, qui commence à prendre conscience de l'importance de l'alimentation.

«Je pense que nous sommes au tout début de ce changement», a jugé le Dr Koplan, de l'université Emory, à Atlanta. Mais il estime qu'il faudra plusieurs décennies pour modifier l'attitude de la société sur les causes de l'obésité, comme cela a été le cas avec les risques du tabac pour la santé.

Plus optimiste, le sénateur démocrate Tom Harkin, qui présidait la commission du Sénat ayant commandé le rapport en 2002, a estimé qu'avec une véritable volonté au sommet de l'administration fédérale, «des changements pouvaient survenir rapidement». Le sénateur démocrate Ted Kennedy (Massachusetts) a présenté cette semaine au Sénat un projet de loi prévoyant l'application des recommandations de la commission d'experts.

Agence France-Presse

Le mont St. Helens s'énerve un peu

Seattle — Un énorme nuage de vapeur et de cendres flottait hier au-dessus du volcan du mont St. Helens, qui a commencé à entrer en éruption vers 19h15 GMT.

«Pour le moment, il s'agit d'un très petit événement», a estimé Greg Pohl, un policier du service des parcs nationaux. «C'est exactement ce à quoi nous nous attendions», a indiqué pour sa part Cynthia Gardner, de l'Institut national de géophysique (USGS), interrogée sur une radio locale.

Les autorités ont mis en garde les responsables de l'aviation civile sur les risques courus par le survol de la zone mais estiment qu'il n'existe pas de danger pour la population qui vit dans la région.

Des mini-secousses, d'une échelle de 3 à 3,2 sur l'échelle de Richter avec des épicentres situés à moins d'un kilomètre sous la montagne, ont été enregistrées depuis une semaine sur le mont St. Helens, situé dans l'État de Washington.

En mai 1980, ce volcan était entré en éruption, faisant 57 morts. Durant neuf heures, des explosions et des tremblements de terre d'une magnitude de 5,1 sur l'échelle Richter avaient fait s'écrouler le flanc nord du volcan, dévastant 600 km² de forêt et répandant dans l'atmosphère des tonnes de poussières.

Agence France-Presse

APPEL D'URGENCE HAITI

Médecins Sans Frontières ouvre un centre de santé à Gonaïves. Les kits d'urgence sont arrivés pour soigner 20 000 personnes. Nos équipes médicales effectuent 200 consultations par jour.

Prêtez-nous main forte! Faites un don dès aujourd'hui!
1 800 982-7903 ou en ligne à www.msf.ca

100\$ 250\$ 500\$ Autre _____ \$

Je désire effectuer mon don par :

VISA M Chèque (Payable à : Médecins Sans Frontières)

N° Carte de crédit : _____

Date d'expiration : _____ Signature : _____

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Courriel : _____ Please send all correspondence in English

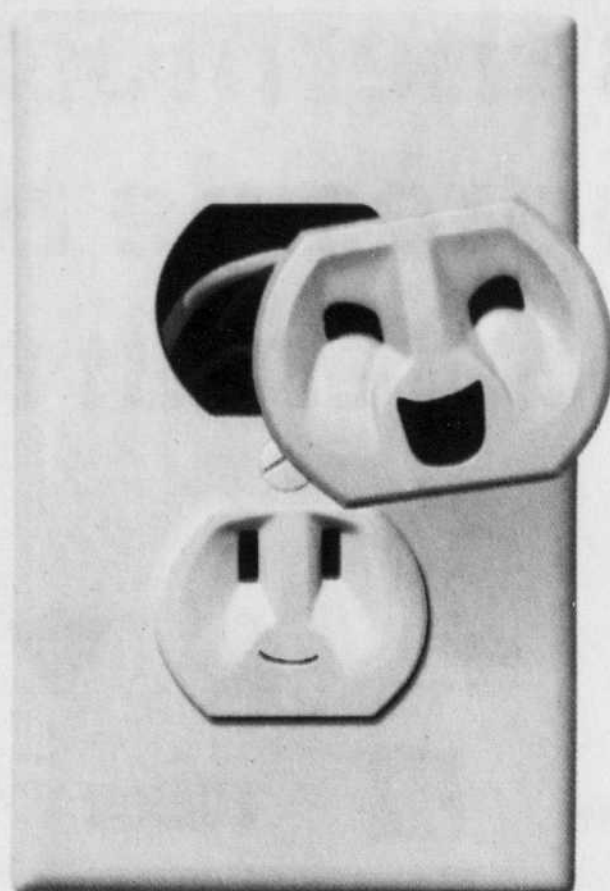
Médecins Sans Frontières adhère au Code d'éthique touchant la collecte de fonds et la responsabilité financière élaboré par le Centre canadien de philanthropie. Les dons sont déductibles d'impôts. N° de bienfaisance 13527 5857 RR0001



Urgence Haïti
CP 11470
Succ. Centre Ville
Montréal QC, H3C 9Z9



MIEUX
CONSOMMER



Tempérez vos thermostats!

Profitez de cette offre pour vous procurer des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10 % sur vos frais de chauffage.

Économisez jusqu'à 130 \$

Maximum par maison unifamiliale, condo ou établissement commercial.

par remise postale

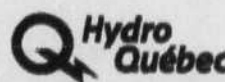
Communiquez avec votre maître électricien pour connaître les remboursements applicables aux duplex, aux triplex et aux immeubles à logements multiples. Si vous achetez chez un détaillant, n'oubliez pas de conserver vos codes à barres (CUP) originaux.



MIEUX
CONSOMMER

Achetez cinq thermostats électroniques* pour plinthes électriques chez un détaillant ou auprès d'un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.

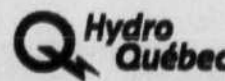
Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats achetés.



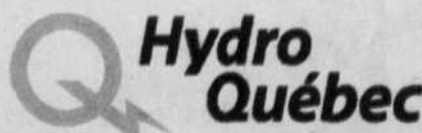
MIEUX
CONSOMMER

Faites installer cinq thermostats électroniques* pour plinthes électriques par un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.

Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats installés.



Voir les autres modalités au verso.



LES ACTUALITÉS

BUSH

« John Kerry a été meilleur "débat" que George W. Bush, mais il n'est pas évident que sa prestation ait un impact important sur les électeurs »

SUITE DE LA PAGE 1

New Hampshire alors que Kerry est resté en Floride, un État qui, comme en 2000, jouera un rôle prépondérant lors du prochain scrutin.

Depuis Allentown, en Pennsylvanie, Bush a renouvelé ses attaques à l'encontre de Kerry, estimant que le candidat démocrate avait une nouvelle fois fait étalage de ses contradictions sur le dossier irakien.

Les qualités d'orateur de Kerry impressionnent

Le président était accompagné du sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, qui a rendu hommage à la prestation de Kerry, estimant qu'il avait rompu avec son image lymphatique et livré sa « plus éclatante » performance des six dernières semaines.

Mais McCain a aussi estimé que le sénateur avait livré une vision illusoire à propos des relations bilatérales avec la Corée du Nord et d'un possible sommet international sur l'Irak.

« On ne fait pas la paix avec des sommets [...] Personne ne croit que la France ou l'Allemagne viendront [nous] aider », a-t-il dit.

Bush a ajouté: « Je suis allé de nombreux sommets. Je n'ai jamais vu une réunion permettre de renverser un tyran ou de traduire des terroristes devant la justice. »

« Hier soir, le sénateur Kerry n'a fait que répéter des contradictions qui portent à confusion », a lancé George Bush, reprenant son axe d'attaque favori contre son rival démocrate.

Il a notamment accusé M. Kerry de vouloir soumettre « la sécurité de l'Amérique à un test international ». « Le recours aux troupes pour défendre l'Amérique ne doit jamais être soumis au veto de pays comme la France », a-t-il déclaré sous les huées de la foule à l'évocation de ce pays qui s'était opposé à la guerre en Irak.

L'équipe de campagne de Bush a reconnu hier les qualités d'orateur et la prestation claire de Kerry tout en rendant hommage au franc-parler de son candidat.

« Nous nous attendions à ce que Kerry s'exprime bien », a déclaré le responsable de campagne, Ken Mehlman, avant d'ajouter que Kerry avait encore perdu en crédibilité et que le « fossé » qui le séparait de Bush s'était transformé « en canyon ».

Il a également mis en cause la

pertinence des sondages instantanés, rappelant qu'en 2000, ceux-ci avaient donné Al Gore gagnant à l'issue du premier débat, ce qui n'avait pas empêché Bush, au final, de l'emporter.

Le colistier de Kerry, John Edwards, a salué la performance du sénateur du Massachusetts.

« Je pense que John a clairement révélé la vérité à propos de l'Irak en disant que nos femmes et nos hommes en uniforme sont extraordinaires mais que c'est le désordre, et il a expliqué pourquoi c'était le désordre », a-t-il dit à ABC.

Les deux candidats se retrouveront pour deux autres débats les 8 et 13 octobre, à Washington et Tempe.

Le débat des « vice-présidents » opposant Edwards à Dick Cheney aura lieu mardi soir à la Case Western Reserve University de Cleveland, dans l'Ohio.

Dominé dans les sondages depuis plusieurs semaines, M. Kerry a paru soulagé d'avoir réussi à passer le test du premier débat, dont il est sorti « vainqueur », selon la presse et les experts quasi unanimes, pour lesquels M. Bush a été placé sur la défensive.

« Hier soir, M. Bush a semblé moins convaincant pour défendre ses positions face aux critiques sèches de M. Kerry, particulièrement son insistance pour dire que l'invasion de l'Irak avait détourné l'attention du véritable enjeu de la guerre contre le terrorisme », a noté le Washington Post.

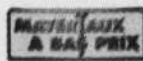
« John Kerry a été meilleur "débat" que George W. Bush, mais il n'est pas évident que sa prestation ait un impact important sur les électeurs indécis. La question reste entière », a tempéré Jeff Greenwald, l'expert politique de CNN. Il a rappelé qu'Al Gore, le candidat démocrate vaincu en 2000 par George W. Bush, avait aussi été donné gagnant, il y a quatre ans, du premier débat télévisé.

Les experts s'accordent pour souligner que ni M. Bush ni M. Kerry n'étaient parvenus à asséner de coup définitif à l'adversaire durant le face-à-face.

L'équipe de campagne du sénateur démocrate a d'ailleurs indiqué ne pas s'attendre à une brusque remontée dans les sondages. « Gagner le débat ne signifie pas gagner l'élection. Il y a trois débats », a ainsi souligné Joe Lockhart, l'un des principaux stratèges de M. Kerry.

Agence France-Presse

Procurez-vous vos thermostats auprès de nos partenaires



La corporation des maîtres électriciens du Québec
www.cmeq.org

Modalités : Remplissez ce ou ces bons et envoyez-les par la poste avec une copie de la facture et les codes à barres (CUP) originaux aux **Promotions Redemco inc.**, à l'adresse ci-dessous. Si vous achetez vos thermostats auprès d'un maître électricien, assurez-vous que son numéro de licence ainsi que la marque, le numéro du modèle et le prix des thermostats sont indiqués sur la facture. Dans le cas d'un immeuble à logements multiples, vous devez également préciser le nombre de logements dans lesquels les thermostats ont été installés. Seuls les bons lisibles et dûment remplis seront acceptés. Veuillez prévoir de six à huit semaines pour la réception de la remise postale. L'achat et/ou l'installation doivent être effectués entre le 1^{er} février 2004 et le 31 décembre 2005. Les demandes de remboursement doivent être postées dans les deux mois suivant l'achat ou l'installation. Hydro-Québec n'est pas responsable des bons perdus, mal acheminés, illisibles ou incomplets. Cette offre de remise postale est soumise à toutes les lois fédérales et provinciales ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. Toute soumission frauduleuse est passible de poursuite judiciaire. Cette promotion peut être modifiée sans préavis. Offre valide au Québec seulement. La Loi sur le bâtiment exige que l'installation des thermostats soit réalisée par un membre accrédité de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).

Vous pouvez consulter le répertoire des membres de la CMEQ à l'adresse suivante : www.cmeq.org/repertoire_me/index.asp.

*Thermostats programmables ou non programmables. Les convecteurs avec thermostat intégré sont également admissibles.

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français Anglais

Nom et prénom: _____

Adresse: _____ App.: _____ Ville: _____

Province: _____ Code postal: _____ Téléphone: _____

Propriétaire Locataire

Type de bâtiment :

Commerce Duplex Copropriété

Unifamilial Triplex Logements multiples

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés _____

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français Anglais

Nom et prénom: _____

Adresse: _____ App.: _____ Ville: _____

Province: _____ Code postal: _____ Téléphone: _____

Propriétaire Locataire

Type de bâtiment :

Commerce Duplex Copropriété

Unifamilial Triplex Logements multiples

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés _____

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémorial)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememorial.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement


Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

 **Hydro Québec**